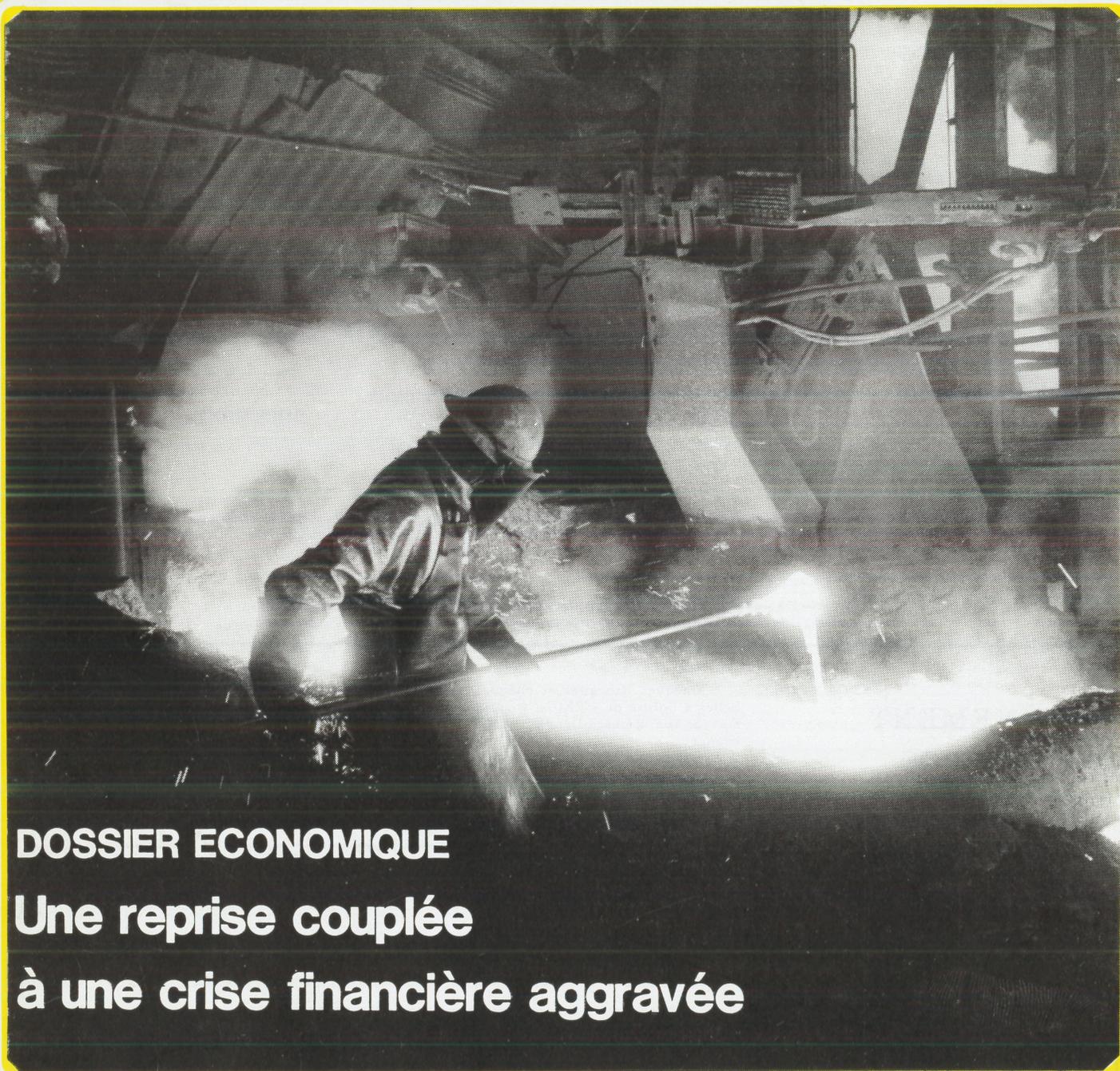


Numéro 178 du 23 juillet 1984 - 12FF - 85FB - 4FS

INPRECOR

INTERCONTINENTAL PRESS



DOSSIER ECONOMIQUE

Une reprise couplée

à une crise financière aggravée

ENDETTEMENT

La dette, le FMI et le dogme de l'austérité

PHILIPPINES

Division de l'opposition lors des élections

Une reprise couplée à une crise financière aggravée

Ernest MANDEL

L'ANNEE 1983 a été marquée par une reprise de l'économie capitaliste internationale. Partant des Etats-Unis, celle-ci s'est progressivement étendue, en 1983 et pendant le premier semestre de 1984, au Canada, au Japon, à l'Allemagne occidentale, à la Grande-Bretagne, à quelques puissances impérialistes mineures d'Europe, aux pays semi-industrialisés de l'Asie du sud-est, ainsi qu'au Brésil. Elle commence à se manifester également en Italie et en France. Une série de pays dits du tiers-monde en demeurent toutefois encore exclus.

Cette reprise s'explique fondamentalement par un gonflement de la demande aux Etats-Unis. Le marché intérieur nord-américain, secteur le plus important du marché mondial, a attiré une masse croissante de marchandises étrangères, stimulant ainsi la relance de l'activité économique dans les pays cités plus haut (cf. tableau I). Celle-ci y est donc essentiellement provoquée par l'expansion des exportations de ces divers pays vers les Etats-Unis et non par l'expansion de leurs marchés intérieurs. La particularité de la reprise économique internationale se traduit donc par un déficit croissant de la balance commerciale américaine. Un tel déficit provoquerait une chute libre du cours de change du dollar s'il n'y avait un afflux constant de capitaux-argent frais vers les Etats-Unis. Or, il n'y a qu'un moyen d'obtenir ce résultat : le maintien d'un niveau élevé des taux d'intérêts américains, qui incluent en réalité une forte prime d'assurance contre une dévalorisation du dollar.

Pareille hausse des taux d'intérêts américains a des effets immédiats différents sur les diverses économies capitalistes nationales, selon que celles-ci se trouvent fortement endettées ou non (avec une dette essentiellement libellée en dollars, à moitié à un taux d'intérêt variable, ce qui signifie que chaque augmentation de 1 % du taux d'intérêt impose au tiers-monde une charge supplémentaire de 3,5 milliards de dollars, soit près de 30 milliards de francs français, au taux de change de 1 dollar pour 8,5 francs), selon que leurs exportations vers les USA puissent s'étendre rapidement ou non (ce qui dépend de leur compétitivité relative, de l'élasticité de la demande américaine pour les produits spécifiques qu'ils exportent, des capacités de production excédentaires dont ils disposent au début

de la reprise, etc.) C'est pourquoi non seulement l'Argentine, le Mexique, les pays semi-coloniaux les plus pauvres sont saignés, mais qu'encore le président français Mitterrand, le roi d'Espagne et le Premier ministre grec Papandreu gémissent et se plaignent aussi. Par contre, non seulement le Japon, l'Allemagne occidentale et la Suède exultent, mais encore la Corée du Sud, Taiwan, Singapour, voire l'Inde, profitent de cette conjonction entre reprise et crise financière internationale.

TABLEAU I : Evolution de la production industrielle en 1984 (sauf Argentine) par rapport au mois correspondant de l'année précédente (en %)

Pays	Mois	%
Argentine	dernier trimestre 1983	+ 4 %
	mars 1984	+ 6,2 %
Australie	février 1984	+ 3,3 %
Belgique	février 1984	+ 2,0 %
Brazil (1)	mars 1984	+ 10,3 %
Canada	avril 1984	- 7,5 %
Corée du Sud	mars 1984	+ 4,7 %
France	mars 1984	+ 3,1 %
RFA	janvier 1984	- 13,0 %
Mexique (2)	mars 1984	+ 6,3 %
Pays-Bas	janvier 1984	+ 4,2 %
Italie	mars 1984	+ 9,0 %
Suède	mars 1984	+ 2,3 %
Grande-Bretagne	avril 1984	+ 7,5 %
Taiwan	avril 1984	+ 12,0 %
Japon	avril 1984	+ 14,4 %
Etats-Unis		

1. La *Neue Zürcher Zeitung* cite un taux d'augmentation de 3,9 % pour le premier trimestre 1984.

2. Par rapport à janvier 1982.

Source : *The Economist*, 16 juin 1984, sauf pour les trois pays de l'Asie du sud-est, *Far Eastern Economic Review*, 7 juin 1984.

LE MÉCANISME DE LA REPRISE AMÉRICAINE ...

A première vue, la reprise économique aux Etats-Unis, entraînant presque immédiatement celle du Canada, a pris une forme quasi « technique » et automatique. Depuis plusieurs décennies, les deux secteurs moteurs de l'économie des pays impérialistes sont l'automobile et le bâtiment, ainsi que leurs sous-traitants. Aux Etats-Unis, dans ces deux secteurs, les fluctuations de la production sont beaucoup plus fortes — disons en gros cinq fois plus fortes en pourcentage — que dans l'industrie dans son ensemble. Des chutes de production de l'ordre de 30 à

50 % dans ces branches conduisent à des chutes de la production industrielle dans son ensemble de l'ordre de 5 à 10 %.

Au cours de la récession de 1980-1982, la production de l'industrie automobile américaine était tombée du niveau de 7 millions de voitures par an au début de 1981 à 4,5 millions, rythme annuel de la production de mars 1982. Il y avait donc place pour une forte reprise dans ce secteur, le destockage ayant été complet et les ventes courantes dépassant la production courante. Effectivement, la production d'automobiles passa de 550 000 voitures en juin 1982 à 700 000 en mai 1984, soit une augmentation de plus de 25 %. La reprise fut encore plus forte dans le bâtiment. Le nombre de bâtiments mis en chantier passa de 900 000 en juin 1982 à 1,8 million en juin 1983, et à 2 millions en mai 1984, soit une hausse de plus de 100 % en deux ans.

La production industrielle dans son ensemble s'est accrue de son côté en un an de 13 % en 1983. Elle s'accroît au premier semestre 1984 au rythme annuel de 15 %. A y regarder de plus près cependant, on s'aperçoit que cet aspect « technique » de la reprise ne suffit guère pour l'expliquer.

Tout d'abord, le « restockage » a tardé sur la reprise. Il n'a commencé qu'au troisième semestre 1983. En outre, la reprise a anticipé sur la réduction du chômage, alors que les salaires réels stagnent ou reculent. Manifestement, il y a donc eu gonflement de la demande globale, qui n'a pas pris son origine dans des ventes (et la production) accrues de biens de consommation et de produits intermédiaires. Les investissements productifs ont également été hésitants. L'origine de la reprise est donc claire : le gonflement des dépenses publiques, et essentiellement des dépenses militaires. C'est le déficit budgétaire de 200 milliards de dollars par an qui est à la base de la reprise américaine. Tout le reste découle de là.

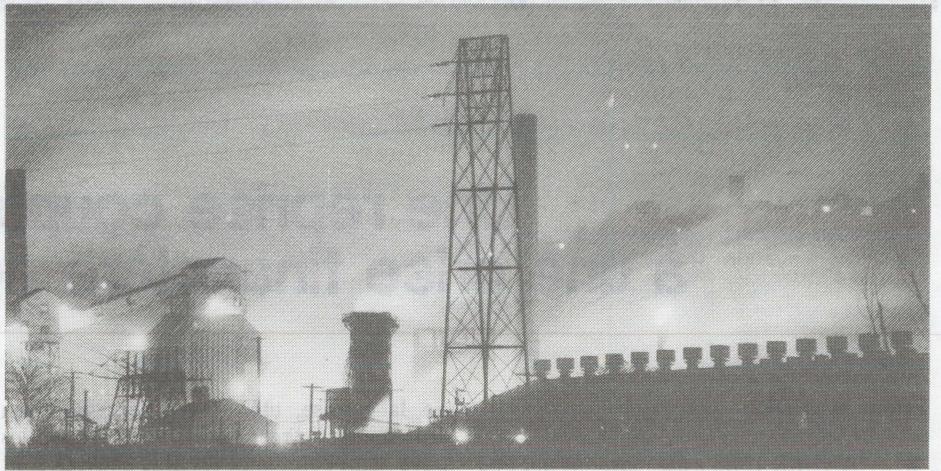
D'après la théorie économique marxiste — comme d'ailleurs d'après la théorie économique néo-libérale —, une vigoureuse reprise économique stimulée par des dépenses militaires devrait accentuer l'inflation. C'est ce qui est effectivement arrivé. Le taux d'inflation annuel aux USA s'établit actuellement à 5,5 %, contre 3,5 % en Allemagne occidentale et 4 % au Japon et en Suisse. Quand on se rappelle que la moyenne du taux d'inflation aux USA pendant les années 1950 et 1960 fut de moins de 2 %, on s'aperçoit que Rea-

gan n'a point vaincu l'inflation. Mais cette poussée inflationniste a été jusqu'ici tempérée par deux facteurs : l'existence, d'une part, de fortes capacités de production excédentaires aux Etats-Unis au début de la reprise (plus d'un tiers de la capacité installée était ainsi non utilisée vers le milieu de l'année 1982) et, d'autre part, l'afflux massif de capitaux-argent étranger. Ces derniers permettent d'éponger le déficit de la balance commerciale, et évitent de ce fait un déficit de la balance des paiements des USA qui aurait rendu rapidement cumulatif le processus d'inflation.

La hausse des taux d'intérêts américains est liée à la fois au déficit budgétaire et à la politique délibérée de la Banque centrale (Federal Reserve) de maintenir un taux de change élevé du dollar. Le déficit budgétaire se prolongeant en pleine reprise signifie que la demande de capitaux-argent frais provient à la fois des firmes capitalistes et des pouvoirs publics. Elle tend donc à dépasser l'offre. De ce fait, les taux d'intérêt s'accroissent. Vu la reprise de l'inflation et le déficit de la balance commerciale américaine, les capitalistes étrangers ne placeront leurs capitaux-argent aux Etats-Unis que si le taux d'intérêt permet de les garantir contre une chute anticipée du taux de change du dollar (1). Avec un taux d'intérêt nominal actuel de 13 % et un taux d'inflation de 5,5 %, le taux d'intérêt réel est de 7,5 %, ce qui est énorme et usuraire. L'affaire s'éclaircit si l'on considère que les capitalistes escomptent une chute du taux de change du dollar d'au moins 10 %, même si personne ne sait évidemment à quel moment précis et à partir de quel niveau cela interviendra.

Mais de tels taux d'intérêts — qui pourraient encore grimper — risquent évidemment d'étrangler la reprise. Ils réclament des taux de profit de l'ordre de 20 % ou plus pour continuer à stimuler les investissements financés à crédit. Il est vrai qu'il y a eu une véritable explosion des profits aux USA et que celle-ci se poursuit. Elle est surtout fonction de la baisse des salaires réels, qui continue malgré la reprise : ainsi, au premier trimestre 1984, les salaires horaires nominaux ont augmenté de 3,5 % alors que les prix de détail augmentaient quant à eux de 5 %.

Néanmoins, l'incidence du rééquipement de l'industrie en cours sur le taux de profit dépend de ses effets sur la composition organique du capital et du rythme de l'accroissement de celle-ci comparée au rythme d'accroissement du taux d'exploitation de la main-d'œuvre. Aucun capitaliste individuel n'est capable de faire des prédictions un tant soit peu précises à ce sujet. Les capitalistes dans leur ensemble, ainsi que leurs conseillers experts, ne le sont pas davantage. Dans ces conditions, ce sont l'incertitude et l'inquiétude qui règnent et qui ont commencé par arrêter la hausse du cours des actions à Wall Street. Les chances que la reprise de l'économie américaine se poursuive au-delà de l'année 1985 sont dès lors minces, la hausse des taux d'intérêts devant étrangler



Acierie à Pittsburg (USA). Elle tourne aujourd'hui à 100 % de ses capacités productives. (DR)

la reprise dans l'automobile et le bâtiment.

... ET CELUI DE LA REPRISE INTERNATIONALE

En optant délibérément pour une surévaluation du dollar, afin de modérer l'inflation induite par le déficit du budget américain, l'administration Reagan a programmé inévitablement un colossal déficit de la balance commerciale des Etats-Unis. Celui-ci est passé de 25 milliards de dollars en 1980 et de 36 milliards de dollars en 1982 à 60 milliards de dollars en 1983. Il risque de dépasser 100 milliards de dollars en 1984. Au mois de mai 1984, il a atteint le rythme annuel de 150 milliards de dollars.

Un dollar plus cher creuse ce déficit de la balance sur les deux aspects d'une vigoureuse expansion des importations aux USA et d'une chute absolue des exportations américaines. Celles-ci ont en effet baissé de 30 milliards de dollars en 1983 et continuent à baisser. La baisse des exportations de biens manufacturés — c'est-à-dire après l'élimination des produits agricoles et produits miniers de l'analyse — est encore plus prononcée. En fait, les USA sont en train d'être dépassés par le Japon et par la RFA comme première nation exportatrice de biens manufacturés sur le marché mondial.

La reprise américaine et la surévaluation du dollar ont donc été les locomotives qui tirent le reste de l'économie capitaliste internationale hors de la récession, fût-ce à des rythmes, dans des proportions et avec des intervalles fort différents de pays en pays (voir tableau II). Mais elles n'ont cet effet que dans la mesure où elles ne sont pas neutralisées par une hausse des coûts des principaux concurrents de l'industrie américaine. D'où un double paradoxe. C'est Reagan, et non François Mitterrand, Felipe Gonzalez, Bettino Craxi, Margaret Thatcher, Nakasone ou Helmut Kohl, qui applique aujourd'hui une politique de relance néo-keynésienne dans le monde capitaliste. Cette politique ne profite au Japon, au Canada, à l'Allemagne occidentale et au reste de l'Europe capitaliste que justement dans la mesure où il est le seul à l'appliquer.

TABLEAU II

	Différence des prix à l'exportation entre 1979 et 1982 sur une base en US dollars	Prix de machines électriques à l'exportation en US dollars au dernier trimestre 1982 (100=1979)
USA	+ 31,3 %	126
Japon	+ 0,8 %	90
RFA	- 12,9 %	83

Source : *Lloyds Bank Review*, avril 1984.

Il ne faut évidemment pas exagérer l'effet de la surévaluation du dollar. La détérioration de la position américaine sur le marché mondial des produits manufacturés est, en dernière analyse, le résultat d'une évolution structurelle à long terme, d'une érosion, voire d'une disparition des avances de productivité de l'industrie américaine, y compris des secteurs de pointe. Cela ressort clairement du tableau suivant.

TABLEAU III : Part des USA dans les exportations mondiales

	1970	1980
Avions	71 %	62 %
Ordinateurs	42 %	36 %
Machines pour bâtiments et travaux publics (BTP) et mines	39 %	39 %
Matériel scientifique, médical et de contrôle	32 %	29 %
Machines agricoles et tracteurs	32 %	31 %
Pompes et compresseurs	29 %	21 %
Matériel de télécommunication	19 %	13 %
Produits médicaux et pharmaceutiques	18 %	16 %
Machines-outils	17 %	13 %

Source : *Foreign Policy*, numéro 53, hiver 1983/1984.

Néanmoins, l'expansion des importations aux USA est en partie fonction de la surévaluation du taux de change du dollar.

1. Sur « l'influence des anticipations de change du dollar sur le niveau des taux d'intérêt aux Etats-Unis », voir un article rédigé par le vice-président de la Manufacturers Hanover Investment Corp. de New-York paru sous ce titre dans la revue *Euromoney* de février 1984.

lar. Elle a de ce fait profité en partie aussi à l'industrie des pays dépendants semi-industrialisés, comme la Corée du Sud, le Brésil et Taïwan, qui ont pu maintenir stable — ou ont été amenés à baisser — le taux de change de leurs devises par rapport au dollar, tout en exportant des produits fortement demandés aux Etats-Unis. Le Japon a été obligé d'accepter une légère réévaluation du yen par rapport au dollar. L'invasion du marché intérieur américain par des produits en provenance des pays semi-industrialisés (2) est spectaculaire. Leur part dans les importations américaines de produits manufacturés dépasse actuellement celle de l'Europe capitaliste et celle du Japon, comme en témoigne le tableau ci-après.

TABLEAU IV : Importations de produits manufacturés par les USA

	1973	1977	1980	1981	1982	1983
Au total, en milliards de dollars	42,5	74,7	124,2	142,1	145,2	163,0
En % (1) :						
provenant d'Europe	36,0	28,5	29,7	27,0	25,0	24,3
provenant du Japon	21,5	24,5	24,6	25,4	27,4	25,6
provenant du Canada	24,7	24,5	20,0	18,8	18,2	19,0
provenant des pays du tiers-monde	12,5	18,8	22,5	23,5	25,0	28,0

1. En 1966, les parts étaient respectivement de 43 % pour l'Europe, 23,4 % pour le Canada, 20,8 % pour le Japon et 10,6 % pour les pays du tiers-monde.

Source : OCDE et département du Commerce des Etats-Unis ; données résumées par le *Monde* du 5 juin 1984.

Ces chiffres doivent être interprétés avec prudence. Ils incluent en effet un volume croissant d'échanges entrepris au sein d'une même multinationale, organisée en division de travail mondiale interne. Quelquefois, il s'agit d'importations de produits dont la production a été délibérément déplacée vers le tiers-monde par des firmes américaines. Mais ces cas restent cependant mineurs par rapport au mouvement général. Celui-ci concerne de plus en plus de produits de l'industrie lourde et non seulement des produits de consommation courante (les deux-tiers des exportations de la Corée du Sud se trouvent par exemple déjà dans cette première catégorie). Il s'agit donc bien d'un affaiblissement de l'industrie américaine sur le marché mondial, par suite de l'ensemble des transformations qui se sont produites au cours des quinze dernières années.

Comment expliquer, dans ces conditions, le recul du chômage et la création d'emplois supplémentaires dans l'économie américaine, « réussite » dont la presse bourgeoise fait grand cas en Europe ? Il s'agit d'emplois créés à 89 % dans le secteur des services, pour l'essentiel dans de toutes petites entreprises. Contrairement à un mythe largement répandu, ce sont des emplois qui n'ont rien à voir avec les secteurs de technologie de pointe, ou même de technologie avancée. L'ensemble de la « haute technologie » n'emploie que 2 millions de personnes aux Etats-Unis et ne s'accroît annuellement que de 0,1 % du total de la main-d'œuvre américaine. Les investissements profitant de la détaxation du « capital-risque » par Reagan ne s'élèvent qu'à un milliard de dollars (85 milliards de francs) par an, moins de 0,1 % de l'ensemble des investissements

de capitaux aux USA ...

L'ENDETTEMENT CROISSANT, D'UN CYCLE A L'AUTRE

Pour comprendre la différence entre le cycle 1974-1979 et le cycle qui débute avec la récession de 1980 en ce qui concerne l'ensemble de l'économie capitaliste internationale, il faut d'abord saisir ce que ces cycles ont de commun : tous les deux ont vu leurs reprises, celle de 1976-1979 et celle de 1983-1984, portées par une nouvelle expansion considérable de l'endettement, celui des gouvernements, des entreprises et des consommateurs. Mais la destination des crédits s'est profondément modifiée. Dans la période

1974-1979, l'expansion principale du crédit a concerné les gouvernements et les grandes entreprises des pays du tiers-monde (y compris ceux de l'OPEP) et les pays des Etats ouvriers bureaucratés. Dans la période 1980-1984 — et sans doute de même encore en 1985 —, l'expansion du crédit concerne essentiellement les Etats impérialistes et les grandes « multinationales » et les trusts « nationaux » de ces pays.

Le mouvement part bien entendu des banques des pays impérialistes. Ceux-ci restent les seuls qui disposent de grandes réserves de capitaux-argent, ou, ce qui revient au même, les seuls dont le crédit est disponible pour des opérations de crédit de grande envergure (3). Ce n'est donc pas parce que les pays dits du tiers-monde avaient besoin de beaucoup de capitaux dans la période 1974-1979, que des dizaines de milliards de dollars leur ont été offerts durant cette période. Leurs besoins en capitaux supplémentaires sont en permanence insatiables, comme l'est d'ailleurs celui de crédits supplémentaires en devises impérialistes de la part des Etats ouvriers bureaucratés. C'est parce que la demande de capitaux-argent frais supplémentaires s'est tarie brutalement en 1974-1979 dans les pays impérialistes, par suite

de la chute des investissements, que les grandes banques impérialistes ont offert leurs excédents de capitaux, gonflés en outre par les pétro-dollars, aux pays du tiers-monde et aux pays de l'Est. Ces offres ont évidemment rencontré le modèle d'accumulation choisi par les bourgeoisies « nationales » des pays semi-industrialisés, tournés vers l'exportation. Mais, justement par suite de la crise, les exportations de ces derniers pays n'ont pas pu suivre le rythme de l'endettement. De ce fait, comme de celui de la hausse du taux d'intérêt aux USA, le poids de l'endettement s'est constamment aggravé, surtout pour le Brésil, le Mexique, l'Argentine, le Nigeria, l'Indonésie, la Pologne, la Yougoslavie, la Roumanie, qui sont parmi les « gros » emprunteurs. De ce fait, le spectre de l'insolvabilité de ces pays a commencé à apparaître. Les banques impérialistes ont commencé à se faire tirer les oreilles pour des opérations régulières de rééchelonnement de ces crédits, acculant l'un après l'autre à la cessation de paiement des débiteurs les plus faibles. Cela a incontestablement prolongé la récession de 1980-1982, par un rétrécissement des « marchés de substitution » créés pendant le cycle précédent.

Mais, petit à petit, deux marchés de substitution sont apparus au sein des pays impérialistes eux-mêmes : d'une part, celui des dépenses militaires accrues et de la dette publique en forte expansion en Occident et, de l'autre, celui de l'endettement croissant d'un certain nombre de grandes firmes impérialistes, soit pour couvrir des pertes colossales, soit pour financer des opérations spéculatives de grande envergure (4), notamment des fusions presque entièrement financées par le crédit bancaire (5).

L'accroissement de ces dettes a été tout aussi spectaculaire, sinon plus encore que celui de l'endettement de la Pologne ou des pays semi-industrialisés latino-américains. Ainsi, la dette de la France est passée, en l'espace de quelques années, de 20 à 70 milliards de dollars. Si son gonflement se poursuit au rythme actuel, elle dépassera bientôt celles du Mexique et du Brésil. La dette publique des Etats-Unis atteint le chiffre astronomique de 1 500 milliards de dollars et risque de passer à 3 000 milliards de dollars d'ici la fin de la décennie, soit dix fois plus qu'en 1960 ! La dette des grandes entreprises impérialistes a pris des proportions non moins gigantesques. L'opinion publique a pu s'en rendre compte en apprenant qu'il a fallu avancer plus de 6 milliards de dollars à la Continental Illinois Bank de Chicago pour la sauver d'une faillite qui aurait pu

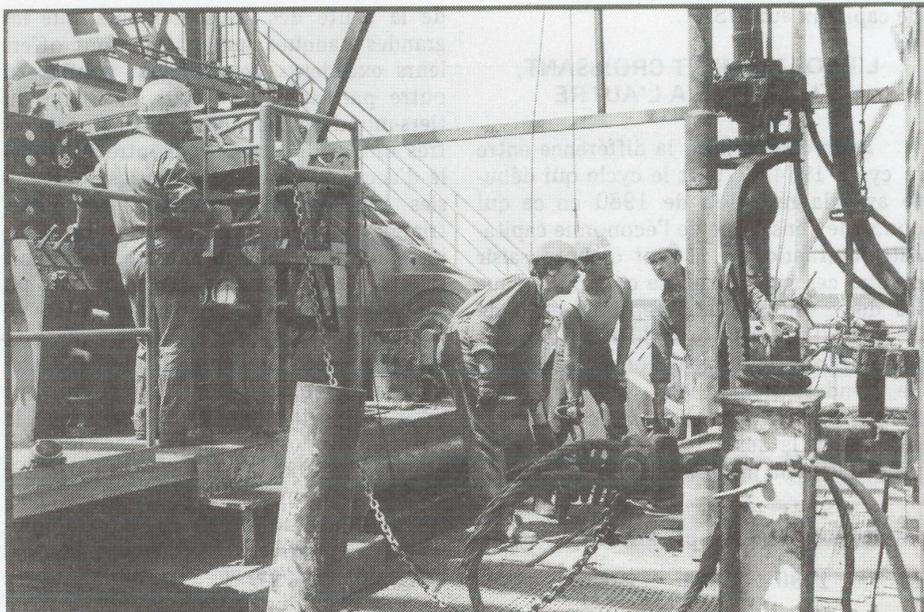
2. Nous avons traité le problème de l'émergence des pays dépendants semi-industrialisés dans un article paru dans la revue *Quatrième Internationale*, numéro 13, avril 1984.

3. A ces banques, on doit ajouter quelques banques de l'Arabie saoudite, du Koweït et de Bahrein, détenant et plaçant directement une partie de leurs réserves de pétro-dollars, ainsi que la Banco do Brasil.

4. Rappelons que dans le Koweït, pays de l'OPEP le plus riche vu la faible densité de sa population, la spéculation débridée sur la « bourse parallèle », dite du Souk al-Manakh,

avait provoqué un krach de chèques sans couverture de 93 milliards de dollars (790,5 milliards de francs) (*le Monde*, 17 août 1983).

5. Selon la *Neue Zürcher Zeitung* du 21 mars 1984, les opérations de fusion dans l'industrie pétrolière américaine, dont ont profité la Standard Oil of California, la Texaco et l'Atlantic Richfield, ont été financées par 35 milliards de dollars (297,5 milliards de francs) de prêts bancaires, ce qui est supérieur à la dette bancaire internationale additionnée des Philippines, de l'Indonésie, du Nigeria, de l'Egypte, de l'Inde et de la Turquie !



La crise a fortement touché le secteur des chantiers navals. (DR)

provoquer l'effondrement de tout le système de crédit américain. On a frôlé pour la première fois la panique bancaire à ce moment-là aux Etats-Unis, bien plus qu'au moment du risque de moratoire de la dette mexicaine à l'automne 1982.

Il est d'ailleurs intéressant d'examiner l'origine de la quasi-banqueroute de la Continental Illinois Bank. De nouveau, contrairement à une légende largement répandue, les « mauvaises dettes » de quelques pays latino-américains à l'égard de cette banque n'ont joué qu'un rôle mineur dans l'apparition du découvert. Celui-ci a été causé par des crédits accordés à la légère :

— à des spéculateurs dans le secteur de l'énergie, telle que la Nucorp Energy, qui a fait faillite en laissant une ardoise de 200 millions de dollars à la Continental Illinois, ou lors de la participation à des crédits tout aussi spéculatifs pour le secteur de l'énergie de la Penn Square Bank d'Oklahoma City, dont l'ardoise a atteint 1 milliard de dollars ;

— à de gros trusts travaillant à perte (200 millions de dollars à la Dome Petroleum du Canada ; 200 millions à l'International Harvester ; 100 millions au groupe Alfa de Mexico ; 40 millions à Massey-Ferguson ; 24 millions à Braniff Airlines) (6).

Il ne faut pas en tirer la conclusion que la crise financière qui frappe les pays du tiers-monde ne constitue pas une menace pour l'économie capitaliste internationale dans son ensemble. Elle l'est à un double titre. D'abord, parce que la situation d'insolvabilité dans laquelle se trouvent les uns après les autres ces pays — l'Argentine est pratiquement en cessation de paiement des intérêts dus depuis octobre 1983, le Mexique connaît à présent une nouvelle crise de disponibilités de devises — les amène, notamment sous la pression du FMI, à réduire de manière draconienne leurs importations, contribuant ainsi à la stagnation du marché mondial et à la durée de la longue dépres-

sion économique. Ensuite, parce qu'une bonne partie de ces créances, qui sont détenues par des banques privées, dépassent les capitaux propres et les réserves de ces banques, et que la cessation de paiement des intérêts courants (7) menacerait d'effondrement ces banques (voir tableau V).

TABLEAU VI : Principaux pays débiteurs des banques privées impérialistes fin décembre 1982 (en milliards de dollars)

Mexique	61,5
Brésil	60
Argentine	24,1
Espagne	23
Venezuela	22,8
Corée du Sud	19
URSS	17
Afrique du Sud	14,8
Pologne	13,8
Australie	12,8
Norvège	11,4
Yougoslavie	10,1
Chili	10,8
Portugal	10
Grèce	9,8
RDA	9,1
Finlande	9
Philippines	8,5

Source : OCDE et Banque des règlements internationaux, note commune d'avril 1984.

Chase Manhattan ou la Citicorp, parce que le gouvernement américain est la Chase Manhattan et la Citicorp. Il y aura donc probablement nationalisation et internationalisation des pertes. Toute la question est de savoir qui sera contraint d'en faire les frais, et quelles seront les conséquences incalculables du prix de ce

TABLEAU V : Prêts aux quatre principaux débiteurs latino-américains (Brésil, Mexique, Argentine, Venezuela) en % du capital propre de la banque

Manufacturers Hanover Bank (USA)	240 %	Bank of America (USA)	145 %
Lloyds Bank (G-B)	228 %	JP Morgan (USA)	125 %
Midland Bank (G-B)	213 %	First Chicago (USA)	115 %
Chase Manhattan Bank (USA)	175 %	Continental Illinois (USA)	110 %
Citicorp (USA)	170 %	National Westminster (G-B)	100 %
Chemical Bank (USA)	165 %	Barclays Bank (G-B)	75 %
Bankers Trust (USA)	150 %		

Source : Sunday Times, 3 juin 1984.

Montant total des paiements bruts d'intérêts en % des exportations totales de biens et services

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984 (prévisions)
Brésil	24 %	31 %	32 %	39 %	50 %	39 %	40 %
Mexique	20 %	21 %	20 %	26 %	31 %	31 %	35 %
Argentine	11 %	14 %	22 %	34 %	52 %	42 %	44 %

Source : OCDE.

Il faut simplement se rendre compte que le problème de l'endettement dépasse celui des seuls pays du tiers-monde, y compris d'ailleurs pour l'accumulation de créances bancaires, comme en témoigne le tableau VI ci-après, dont la liste n'inclut pas les dettes bancaires étrangères de la France, de la Suède, de la Belgique, du Danemark, qui sont fort élevées.

Faut-il en conclure qu'un krach bancaire est inévitable ? Non. La rapidité avec laquelle les autorités monétaires américaines ont avancé les 6 milliards de dollars à la Continental Illinois — en contraste avec les tracasseries qui accompagnent tout rééchelonnement mineur de crédits à des pays dépendants — confirme bien que les gouvernements impérialistes feront pratiquement n'importe quoi pour éviter un tel krach. Le gouvernement américain ne peut pas laisser tomber la

renflouement du système bancaire impérialiste.

Il n'y a pas eu une véritable restructuration du marché mondial. La cause fondamentale de la menace de crise financière réside dans le fait que le gonflement constant du crédit bancaire est indispensable pour empêcher que les deux contradictions fondamentales de l'économie capitaliste internationale ne deviennent explosives. Il s'agit, d'une part, de la chute du taux de profit, c'est-à-dire de l'insuffisance de l'ensemble de la plus-value couramment produite pour assurer à l'ensemble des capitaux, avant tout aux capitaux

6. The Economist, 19 mai 1984.

7. On ne parle d'ailleurs plus du remboursement du capital lui-même, car où les pays du tiers-monde trouveraient-ils les 700 milliards de dollars (5 950 milliards de francs) pour rembourser tout ce capital qui leur a été concédé ?

nouvellement accumulés, le taux de profit escompté. Il s'agit, de l'autre, de l'apparition de capacités de production excédentaires dans de plus en plus de branches d'industrie, c'est-à-dire de l'insuffisance de la demande des « derniers consommateurs » pour absorber tous les biens de consommation que le système peut produire. Mais plus ce gonflement du crédit « dérape » par rapport aux revenus et à la production réels, plus la crise de rentabilité et la crise de surproduction risquent de déboucher sur une crise financière, celle-ci aggravant celles-là.

C'est en gardant constamment devant les yeux les causes réelles — et non seulement apparentes — de la longue dépression économique qui a commencé à la fin des années 1960 et au début des années 1970, qu'on peut le mieux comprendre pourquoi tous les espoirs d'une « restructuration » plus ou moins automatique de l'économie capitaliste internationale se sont avérés vains jusqu'ici et resteront vains pendant de longues années.

A première vue, l'expansion de la production industrielle des pays dépendants semi-industrialisés, en premier lieu du Sud-Est asiatique et du Brésil, mais également, dans une moindre mesure, du Mexique et de l'Inde, paraît spectaculaire. Les restrictions de crédit en dollars aux pays d'Amérique latine et d'Afrique ont abouti à une chute libre des exportations américaines vers ces pays, à laquelle fait face une expansion constante des exportations de ces pays vers les Etats-Unis. En 1983, pour la première fois dans l'histoire, les importations américaines de produits manufacturés en provenance du tiers-monde ont dépassé les exportations américaines de produits manufacturés vers ces mêmes pays (cf. tableau ci-dessous).

TABLEAU VII : Exportations américaines de produits manufacturés vers le tiers-monde (en milliards de dollars)

	1981	1982	1983
Vers l'Amérique latine	31,5	23,2	16,9
Vers l'Asie	14,8	16,3	16,2
Vers le Moyen-Orient	10,7	11,2	9,5
Vers l'Afrique	4,5	3,9	2,7
Total	61,5	54,6	45,3
Importations américaines de produits manufacturés en provenance du tiers-monde	35,0	36,8	45,7

Source : *le Monde*, 5 juin 1984.

On voit, d'après ce tableau, que les exportations vers l'Amérique latine reculent, tandis que celles vers l'Asie du sud et de l'est augmentent. Ce ne sont donc pas seulement les pays d'Amérique latine qui sont victimes de la politique du FMI, ce sont aussi les industries exportatrices des Etats-Unis. Parallèlement, on comprend dans quelle mesure la crise d'Amérique latine se double actuellement d'un nouveau « boom induit par l'exportation » dans le sud-est asiatique. Des pays comme la Corée du Sud, Taïwan, Singapour, Hong-Kong, et même la Malaisie et la

Thaïlande, connaissent des taux de croissance annuels de l'ordre de 6 à 7 %, grâce à des taux d'accroissement de leurs exportations de plus de 25 % pour la Corée du Sud, Taïwan et Hong-Kong, et de 7 % pour Singapour (8).

Mais si l'on se pose la question de savoir pourquoi ce boom se produit, la réponse est claire : outre la surévaluation du dollar, ce sont surtout les salaires relativement bas de l'Asie du sud-est qui l'expliquent. En Corée du Sud, malgré une hausse modeste et régulière, ces salaires se situent à un niveau équivalent à 50 % des salaires japonais et à 35 % des salaires américains et européens. Cela veut dire qu'il n'y a pas de véritables gains de productivité qui sont à la base du déplacement de capacités de production, seulement des différences courantes de coûts et donc de revenus, d'ailleurs en partie neutralisées par une productivité plus basse. Du même coup, ce déplacement de production n'entraîne pas un accroissement mais une réduction de la demande globale à l'échelle internationale. Cela se traduit clairement par un recul du volume du commerce mondial, suivi par une stagnation, puis par une expansion de ce volume inférieure à l'expansion de la production dans les pays les plus entraînés dans la reprise (tableau VIII).

TABLEAU VIII : Exportations mondiales (en milliards de dollars)

	1982	1983	1984 (prévisions)
	1 850	1 810	de 1 900 à 1 980
dont pays impérialistes (OCDE)	1 147	1 133	± 1 200

Source : Rapport du GATT cité par la *Neue Zürcher Zeitung* du 25 mai 1984.

Un exemple illustrera cette évolution. La Corée du Sud s'efforce pour la deuxième fois de lancer une production automobile en grande série. Elle vise 1,2 million

de voitures en 1991, dont la moitié devrait être exportée. Mais si le marché mondial de l'automobile continue à stagner relativement, ces 600 000 voitures exportées par la Corée du Sud remplaceront 600 000 voitures vendues antérieurement par les firmes japonaises, américaines ou européennes. Or, la production de ces 600 000 voitures sud-coréennes génère moitié moins des revenus « finaux » que celle des 600 000 voitures qu'elles remplaceront. Il y a donc recul et non pas augmentation de la demande globale internationale, même si l'accroissement de la production et l'expansion relative du marché intérieur sud-coréen qui l'accompagne se réalise effectivement, ce qui est d'ailleurs fort problématique.

Un autre bon exemple est celui de l'industrie pétrochimique. Cette industrie, qui souffre d'une énorme capacité excédentaire à l'échelle mondiale, a été amenée à des suppressions draconiennes d'installations en Europe et au Japon. Il en a résulté une reprise de la production de l'ordre de 15 % en Europe en 1982-1983 et du même ordre au Japon. Mais l'an prochain, de grandes installations pétrochimiques nouvellement construites commenceront à opérer en Arabie saoudite, profitant de matières premières locales à très bas coût. Dès lors, aussi bien les trusts de l'Europe capitaliste que ceux du Japon prévoient une nouvelle crise et de nouvelles réductions des capacités productives (9).

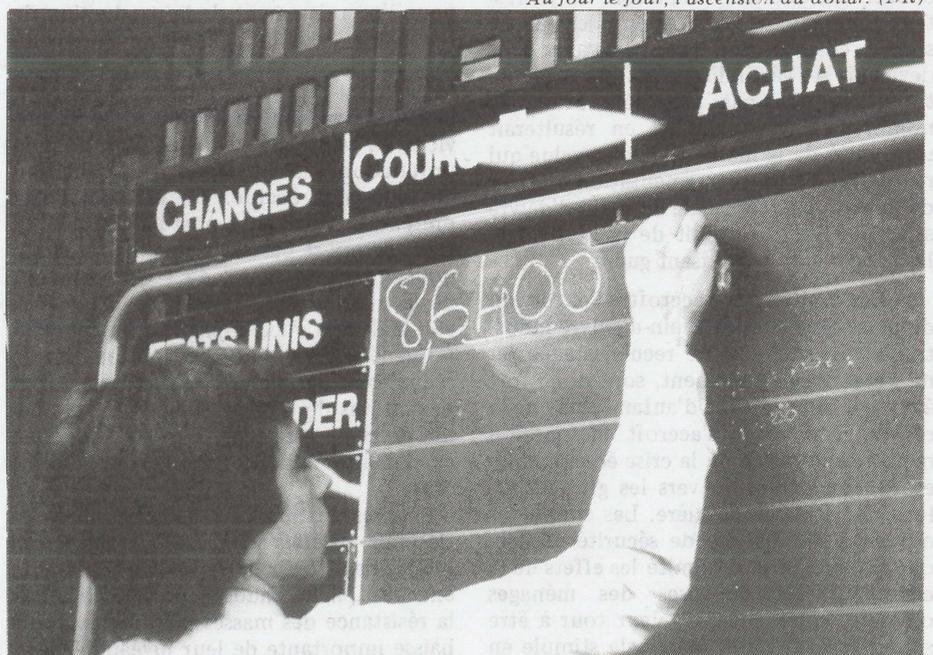
Comme on le voit, c'est en fin de compte la dépression à long terme qui commande les limites de la « restructuration » capitaliste, et non cette dernière qui permet de surmonter la dépression. Pas de « régulation » prévisible en fonction d'une réorganisation fondamentale des processus de travail.

Ceux qui croient en la possibilité du système capitaliste d'arriver à une « ré-

8. *Far Eastern Economic Review*, 14 juin 1984.

9. *The Economist*, 16 juin 1984.

Au jour le jour, l'ascension du dollar. (DR)



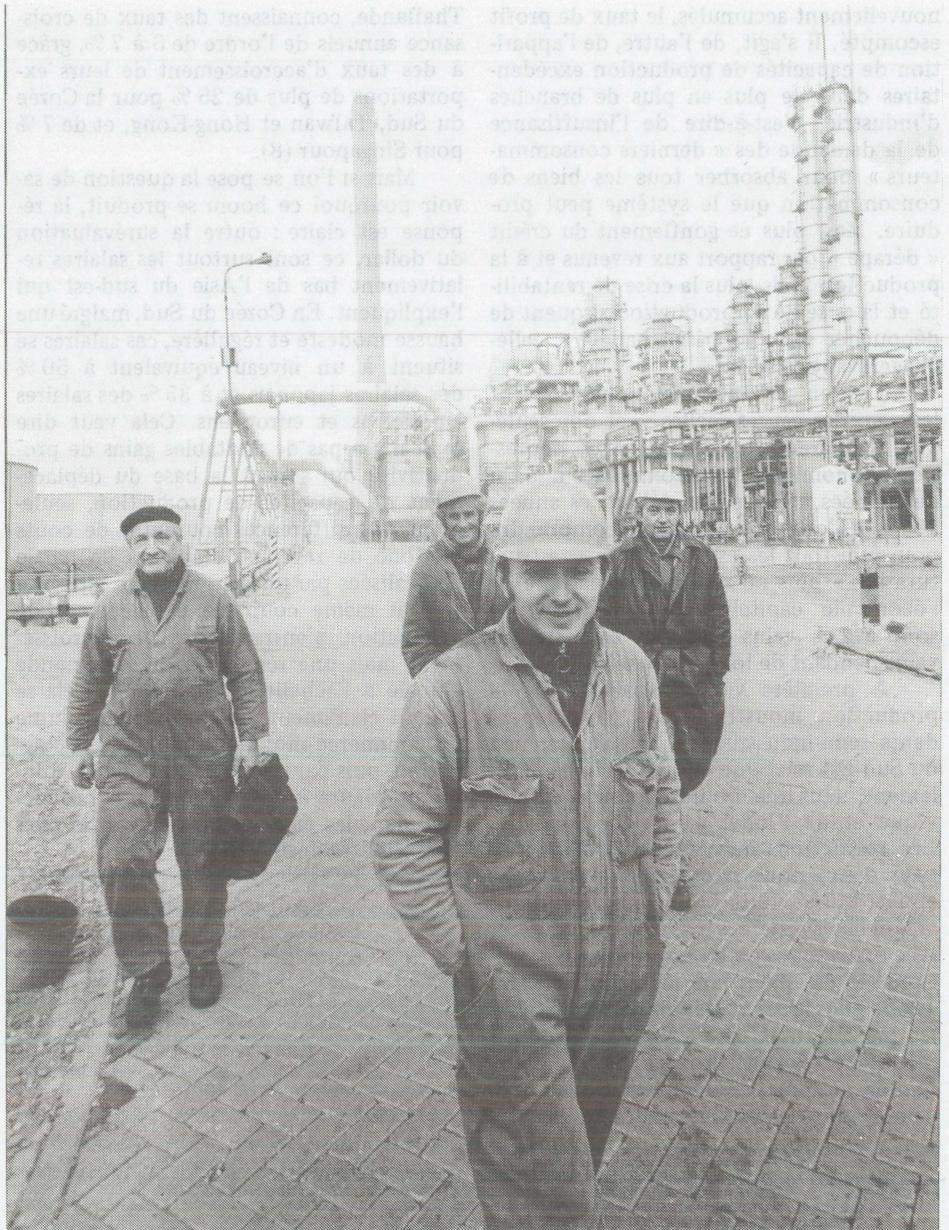
gulation » des conditions d'accumulation du capital ou, plus exactement, de relance sur une grande échelle de l'accumulation du capital, car c'est bien de cela qu'il s'agit pour sortir de la longue dépression en cours depuis 10 à 15 années, met- tent souvent, à juste titre, pour parvenir à ce résultat, l'accent sur une réorganisation fondamentale des processus de travail, de l'organisation du travail à l'échelle des entreprises. L'histoire confirme en effet que c'est là le seul moyen d'aboutir à un accroissement considérable simultané de la masse et du taux de plus-value.

Jusqu'ici, le résultat obtenu à ce pro- pos au niveau international par le Capital est plus que modeste, et ce, malgré l'ac- croissement constant du nombre des chô- meurs qui, pour les pays impérialistes, est passé de 10 millions au début des années 1970 à plus de 35 millions actuellement, pour atteindre sans doute bientôt les 40 millions.

Certes, les salaires réels stagnent ou reculent dans presque tous les pays impé- rialistes. Ils s'effondrent dans une série de pays semi-industrialisés, à l'exception de l'Asie du sud-est et des pays les plus riches de l'OPEP (10). En conséquence, il y a une véritable explosion de profits capi- talistes. Selon *Business Week* du 18 juin 1984, les profits bruts, c'est-à-dire avant imposition, se sont accrus en 1983 de 44 % au Canada, de 24,4 % en Grande- Bretagne, de 13,2 % en Allemagne occi- dentale, de 10 % aux Pays-Bas, de 8,7 % en France. Ils s'accroîtront, en 1984, de 31,7 % en Italie, de près de 20 % en Gran- de-Bretagne, de 14 % en France, de près de 10 % en Allemagne occidentale. Pour les États-Unis et le Japon, les chiffres sont aussi du même ordre.

Mais il s'agit là d'un mouvement pu- rement conjoncturel, qui ne correspond justement pas à des changements structu- raux dans les processus de travail. Lorsque ces changements se produisent — nota- ment en fonction de la robotisation — leurs effets sur la production de la plus- valeur ne sont effectifs pour les firmes concernées que dans la mesure où ils res- tent marginaux et qu'ils aboutissent à une simple redistribution de la plus-value. S'ils devaient se généraliser, ce qui n'est de toute manière pas prévisible avant de nombreuses décennies, il en résulterait une chute de la masse de la plus-value qui neutraliserait toute augmentation du taux de plus-value, car seule la main-d'œuvre salariée vivante produit de la plus-value, les robots n'en produisant guère.

Les limites pour accroître l'extorsion de plus-value sur une main-d'œuvre indus- trielle dont le volume recule, stagne ou ne s'étend que lentement, sont donc fort étroites. Elles le sont d'autant plus que la résistance ouvrière s'accroît en fonction même de la durée de la crise économique et de son extension vers les gros batail- lons de la classe ouvrière. Les conquêtes ouvrières en matière de sécurité sociale, qui avaient jusqu'ici limité les effets de la crise sur les dépenses des ménages ouvriers, commencent à leur tour à être soumises à érosion. Mais cela stimule en



Après 1974, les Pays-Bas ont accru leur production de gaz naturel. Installations d'extraction et d'épuration. (DR)

retour la résistance ouvrière contre les ef- fets de la politique d'austérité.

La plus grande réserve disponible pour l'accroissement de la production de plus-value, sous le signe de la 3e révolu- tion technologique et de la micro-électro- nique, c'est l'industrialisation des services, la transformation de la prestation des ser- vices en vente de marchandises dont la production s'accompagne de production de plus-value accrue. On est loin de la prétendue société « post-industrielle » ! C'est ce qui se passera notamment dans le domaine de la santé, de l'enseignement, de la distribution, des services bancaires, etc. Mais cela s'accompagne d'un triple ef- fet générateur de protestations ouvrières : réduction de l'emploi, réduction des prestations de service et baisse de la qua- lité de ces prestations. Il y aura donc, en ce domaine aussi, résistance ouvrière ac- crue.

Nous maintenons donc le diagnos- tic émis antérieurement. Pour que le Ca- pital puisse sortir de la longue dépression en cours, il lui faudrait parvenir à briser la résistance des masses laborieuses à une baisse importante de leur niveau de vie et

d'organisation, et celle des peuples des pays du tiers-monde à leur surexploita- tion accrue, et réussir à réintégrer les Etats ouvriers dans le marché mondial ca- pitaliste à un degré qualitativement supé- rieur. Or, il est loin d'avoir atteint aujour- d'hui ses objectifs dans un seul de ces trois domaines. Le moins que l'on puisse dire, c'est que cela lui demanderait de toute manière beaucoup de temps. Et c'est l'issue des luttes sociales et politi- ques entre des forces de classe bien vivan- tes qui décidera du sort des objectifs du Capital, et non pas un quelconque auto- matisme régulateur interne au système ca- pitaliste. ■

Ernest MANDEL,
16 juin 1984.

10. Signalons cependant que la chute des re- venus pétroliers a fait baisser le revenu par tête d'habitant de 25 % en Libye, que les salaires y sont bloqués depuis trois ans, que même le plein emploi semble menacé. Cela n'est pas sans rapport avec la crise politique que traverse ac- tuellement le régime du colonel Khadafi.

Bilan de la réponse néo-libérale à la crise du capitalisme turc

LES porte-parole du capital financier international ont désormais un nouvel exemple dont ils se servent pour prêcher leurs recettes monétaristes d'austérité. A l'instar du Brésil et de la Corée du Sud des décennies 1960 et 1970, la Turquie est devenue, depuis 1980, la vitrine favorite des organisations impérialistes internationales, comme le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale, et de la presse financière bourgeoise. La raison en est évidente : face à une crise profonde de l'accumulation du capital, l'Etat bourgeois turc adopta, en 1980, une nouvelle orientation dans le domaine de la politique économique, en parfaite harmonie avec les recettes néo-libérales du FMI.

Que cette nouvelle politique économique ait été appliquée par une dictature militaire féroce et sanglante, cela ne gêne en rien la bonne conscience de ces représentants du grand capital. Pourtant, cette répression farouche des organisations ouvrières et petites-bourgeoises et de leurs militants a bien contribué aux résultats économiques produits par l'application de ce programme néo-libéral.

Face à cette campagne tapageuse des milieux financiers internationaux, il n'est pas inutile d'essayer d'analyser les caractéristiques de cette crise économique et la réponse qu'y a apportée la bourgeoisie turque. Cela est d'autant plus nécessaire à un moment où la dictature militaire s'est affublée d'un masque démocratique à la suite des élections législatives de novembre 1983 (1). Bien que l'emprise des militaires sur la vie politique se maintienne toujours, fut-ce de façon indirecte, l'heure est propice pour faire un premier bilan des conséquences de la stratégie économique de la période de dictature militaire. Ce bilan sera nécessairement limité au domaine économique, ce qui est loin d'épuiser les mutations profondes apportées par le régime militaire à la société dans tous les domaines (2).

Yavuz KARPAT

A la suite de la consolidation de l'hégémonie de la nouvelle fraction industrielle de la bourgeoisie, avec le coup d'Etat de 1960 et de la constitution d'un régime parlementaire en 1961, le capitalisme turc connut une période d'accumulation vive et rapide du capital industriel pendant les années 1960 et 1970. Le taux annuel global de croissance atteignit 7 %, et celui du secteur industriel plus de 10 %. Par conséquent, vers la fin des années 1970, la part de l'industrie dans le Produit national brut (PNB) surpassait celle de l'agriculture, les chiffres donnant respectivement, en 1977, 24 % et 22 %. L'un des résultats de ce développement fut la concentration et la centralisation du capital. Ainsi, depuis le début des années 1970, de grands monopoles contrôlent la plupart des marchés pour les produits industriels, et une poignée de compagnies, de « holdings », exercent une influence déterminante sur la vie économique et, bien sûr, politique du pays.

Cette accumulation rapide du capital a buté sur une crise profonde, à partir de 1977. La croissance économique s'est ralentie dès cette date, puis est devenue négative à partir de 1979. La chute de la production industrielle était encore plus marquée : 5,5 % par an en 1979 et en 1980. L'investissement privé, l'indice le plus important de l'accumulation du capital, a baissé à partir de 1977 jusqu'à

ce qu'il tombe, en 1980, au-dessous de son niveau de 1972. Cette récession fut accompagnée d'un grand déficit extérieur, d'une inflation galopante (près de 80 % fin 1979) et d'une dette extérieure se situant aux alentours de 15 milliards de dollars (127,5 milliards de francs) en 1980, ce qui, étant donné la taille de l'économie turque, était considéré comme énorme à l'époque, mais a été largement dépassé depuis par maints autres pays semi-industrialisés.

UNE CRISE ÉCONOMIQUE COMPLEXE

Cette crise économique était l'expression concrète des principales contradictions du capitalisme turc. Elle peut donc être caractérisée comme l'unité complexe de trois éléments essentiels :

— Une crise capitaliste périodique : le mouvement cyclique du capital, un phénomène universellement constaté, a également été un aspect décisif de l'évolution de l'économie turque depuis l'avènement du mode de production capitaliste. Les trois cycles économiques de la période de l'après-guerre — de 1947 à 1961, de 1962 à 1971 et de 1972 jusqu'à présent — ont été respectivement entrecoupés par des récessions entre 1957 et 1961, 1970 et 1971, et à partir de 1977. Toutes ces crises ont eu comme conséquence l'application de « programmes de stabilisation »,

accompagnés par des dévaluations de la monnaie turque. La plus récente d'entre elles n'était donc qu'un nouvel épisode dans la lignée bien établie d'une succession de crises périodiques. Et pourtant, aucune des crises précédentes n'égalait celle-ci, ni en profondeur ni en portée. Si cette dernière s'est trouvée être beaucoup plus durable et profonde que les précédentes, c'est qu'elle s'articulait sur de nouvelles contradictions qui émanaient à la fois de l'économie turque elle-même et de la situation de l'économie capitaliste au niveau mondial.

— La crise d'un certain modèle d'accumulation : à part une brève interruption à la suite de la Deuxième Guerre mondiale, la forme du développement du capitalisme en Turquie présentait une certaine continuité depuis les années 1930. L'aspect principal de cette période était la prédominance d'un mode d'accumulation comparable, dans ses grandes lignes, à celui qui régnait naguère dans des pays latino-américains comme le Brésil, le Mexique, l'Argentine, etc. Celui-ci était fondé sur la concentration du capital dans les branches de la production sociale, qui ont comme débouché le marché intérieur. Hormis quelques économies insulaires comme celles de Taïwan et de Hong-Kong, ce mode d'accumulation a été une étape nécessaire dans le développement du capitalisme industriel dans les pays arriérés. Toutefois, comme tout développement capitaliste, ce mode d'accumulation est chargé de contradictions dont l'explosion, à un certain stade du développement, entraîne l'économie dans une crise profonde (3).

Dans le cas de la Turquie, la contradiction majeure relevait, très schématiquement, du manque de compétitivité du capital industriel sur les marchés internationaux. Fortement protégé de la concurrence internationale, le capital turc s'est formé sur la base d'unités de production de petite dimension, utilisant des technologies relativement arriérées. La conséquence en était une faible productivité du travail et une croissance très lente des exportations, en particulier des exportations industrielles. Cela contrastait avec la croissance rapide des importations, associée au développement industriel, qui reposait fondamentalement sur des opérations de montage de biens de consommation durables. Dans la période de l'après-1968, les exportations n'augmentaient

1. Sur la nature précise de cette « ouverture démocratique » trompeuse, voir Fuat Orçun, « Un gouvernement civil sous surveillance militaire », *Inprecor* numéro 164 du 9 janvier 1984, et Cihangir Orhun, « La Constitution : une tentative pour résoudre les contradictions économiques et sociales du régime », *Inprecor* numéro 143 du 14 février 1983.

2. Pour une analyse plus complète de la dictature militaire dans le contexte global du développement du capitalisme et de la lutte des classes, voir T. Taylan, « Capital and the State in Contemporary Turkey », *Khamsin*, numéro 12 (numéro spécial sur la Turquie), juillet 1984.

3. Pour une analyse détaillée des autres facteurs importants qui ont agi comme obstacle à l'accumulation du capital à partir du milieu des années 1970, se reporter à T. Taylan, *op. cit.*

que de 5 % par an, tandis que les importations, elles, croissaient de 15 % par an. Bref, abstraction faite des problèmes d'ordre secondaire, le déficit externe ne signifiait rien moins qu'un blocage dans la reproduction du capital turc en tant que fraction nationale du capital mondial. Bref, le « capitalisme dans un seul pays » est aussi impossible, à l'époque de son développement impérialiste, que l'est le « socialisme dans un seul pays ».

La crise économique cyclique qui a commencé à partir de 1977, a donc fait éclater avec force les contradictions de ce mode d'accumulation fondé sur le marché intérieur, amassées des années durant. A son tour, les dimensions de celle-ci se sont trouvées amplifiées sans commune mesure avec les crises périodiques précédentes.

— Une partie intégrante de la crise mondiale : d'autres pays semi-industrialisés ont connu ce type de crise du mode d'accumulation, mais ce qui l'a rendue encore plus profonde dans le cas de la Turquie, et bien sûr dans celui de quelques autres pays, fut sa coïncidence avec la crise économique du capitalisme mondial. Une fois la crise mondiale commencée, le capitalisme turc a profondément ressenti son impact par le biais de la détérioration des termes de ses échanges, de la chute des transferts de devises de la part des ouvriers turcs émigrés en Europe de l'Ouest, de la stagnation des exportations suite à la contraction du marché mondial, etc. L'endettement extérieur massif des années 1975-1977 ayant différé l'éclatement de la crise, c'est avec retard que l'économie turque a rejoint la liste des pays capitalistes en crise.

LA RÉPONSE NÉO-LIBÉRALE ET LE ROLE DE LA DICTATURE MILITAIRE

Telles étaient donc les dimensions de la crise économique à laquelle s'est vue confrontée la bourgeoisie turque vers la fin des années 1970, son aspect décisif étant la crise du mode d'accumulation du capital. Après quelques hésitations, la bourgeoisie s'est rendue compte que l'enjeu de la crise se trouvait donc dans la forme d'articulation de l'économie turque à l'économie mondiale, laquelle était en rapport avec le mode d'accumulation du capital. Une nouvelle orientation économique fondée sur une spécialisation accrue dans certaines branches de l'industrie (textiles et confection, alimentation, électronique, etc.), dans l'agro-industrie et dans certaines branches de l'agriculture tournées vers le marché mondial était donc à l'ordre du jour. La plupart des organisations patronales et les idéologues de la bourgeoisie se sont vite mis d'accord sur la nécessité d'emboîter ainsi le pas à la Corée du Sud et au Brésil des militaires.

Tel était l'objectif poursuivi par le fameux programme économique de janvier 1980. Ce programme néo-libéral a été interprété par la quasi-totalité de la gauche turque comme le simple résultat du diktat du FMI. Sans doute, le niveau exorbi-



De gauche à droite : Celebi, Sunalp, Calp et Ozal, tous candidats au poste de Premier ministre en 1983. (DR)

tant de l'endettement extérieur rendait le gouvernement turc vulnérable aux pressions de cet organisme. Toutefois, la force sociale principale regroupée derrière le programme néo-libéral n'était rien d'autre que la bourgeoisie industrielle et financière turque elle-même.

Le programme de janvier 1980 comportait plusieurs volets, dont les principaux étaient destinés à établir la discipline des lois du marché capitaliste sur une économie longtemps gonflée artificiellement de manière inflationniste, à la fois de l'extérieur, par le crédit, et de l'intérieur, par les dépenses publiques. Dans un premier temps, le programme était présenté par son architecte, Turgut Ozal, principal conseiller économique du gouvernement, à l'époque, comme un simple moyen de lutte contre l'inflation et le déficit extérieur. Mais le véritable objectif qui se cachait derrière ce discours n'était autre que la restructuration du capital. Celle-ci visait à promouvoir les conditions d'un nouvel essor de l'accumulation, fondé sur une nouvelle forme d'articulation de l'économie turque à l'économie mondiale. Réduit à son noyau rationnel, le but du programme était la dévalorisation des capitaux, qui étaient « excessivement » orientés vers des secteurs produisant pour le marché intérieur, afin de permettre la réorientation du capital-argent ainsi libéré vers des secteurs exportateurs. La discipline du marché était le moyen principal de cette migration intersectorielle des capitaux, d'où les mesures de libéralisation qui en découlaient et la fin du contrôle étatique dans des domaines aussi variés que le taux d'intérêt, le taux de change, les prix industriels, les prix (antérieurement subventionnés) des entreprises publiques, etc. Néanmoins, malgré le discours ultra-libéral des gouvernements successifs, les investissements publics ont été utilisés comme un levier stratégique dans la restructuration de l'économie, une part de plus en plus grande de ces investissements étant orientée vers l'agriculture, le tourisme et les transports, la part des investissements industriels étant en diminution constante.

Le programme néo-libéral de janvier 1980 était adopté par le dernier gouvernement issu d'un Parlement élu au suffrage universel. Mais son application nécessitait l'imposition d'une politique d'austérité draconienne touchant à la fois la classe ouvrière et la petite-bourgeoisie urbaine et rurale. Cet aspect du programme s'est vite heurté à la résistance des masses travailleuses et aux réticences des partis politiques, soucieux de conserver leur influence au sein de la population. Ozal fut démis de ses fonctions. Ce ne fut donc qu'après le coup d'Etat du 12 septembre 1980 et la mise en place d'une dictature militaire que cet aspect intégral du programme a pu être appliqué (4).

L'évidence la plus éclatante de la nature de classe du régime militaire ainsi mis en place se manifeste dans le domaine de la politique économique. Non seulement la junte a promu Ozal, après le putsch de septembre 1980, au poste qu'il occupera pendant 22 mois, de vice-Premier ministre chargé de l'économie et approfondi l'orientation néo-libérale dans beaucoup de domaines, mais elle a surtout réalisé ce qui n'avait pas été possible avant en s'attaquant de manière frontale à la classe ouvrière et à la petite-bourgeoisie. Ayant brisé la plupart des organisations politiques et syndicales de la classe ouvrière, la junte a interdit les conventions collectives et les grèves, préparant ainsi le terrain à une chute vertigineuse des salaires réels. Il est vrai que ceux-ci avaient déjà considérablement baissé depuis 1978 sous l'effet de l'inflation galopante, mais le propre de l'efficacité de la politique bourgeoise de la junte se trouvait précisément dans sa réussite à abaisser les salaires réels sans avoir recours à l'arme de l'inflation. De ce point de vue les résultats sont accablants pour les travailleurs : de 1979 à la fin 1982, le salaire réel moyen a diminué de 40 %. Si l'on prend en compte la

4. L'analyse du processus politique qui a débouché sur l'installation de la dictature militaire est hors du propos de cet article. A ce sujet, voir T. Taylan, « Turkey : NATO's Dictatorship », *International* numéro 2, mars 1982.

perte du pouvoir d'achat depuis le début de la crise, les salaires réels sont maintenant à leur niveau de 1962, époque où les droits aux conventions collectives et à la grève n'avaient pas encore été acquis.

La petite-bourgeoisie a aussi été durement frappée. Sa composante urbaine (artisans, petits commerçants, professions libérales, etc.) était touchée par la « réforme fiscale » de 1981. Comportant des mesures longtemps réclamées par la bourgeoisie industrielle, cette réforme a transféré une partie non-négligeable de la charge de l'imposition fiscale sur le dos de la petite-bourgeoisie. Ce groupe social fut également celui qui a ressenti le plus négativement l'impact des activités des prétendus banquiers, c'est-à-dire des intermédiaires financiers qui n'étaient pas soumis à une législation sérieuse et dont l'Etat encourageait l'activité pour briser la résistance de l'oligopole des banques à une augmentation encore plus forte du taux de l'intérêt. Une grande partie de ces « banquiers » ont fait faillite, entraînant avec eux les épargnes de centaines de milliers de citoyens. Dans le cas de la composante rurale massive de la petite-bourgeoisie, l'élément décisif était la politique de soutien des prix agricoles. A l'époque de la dictature militaire, et en contraste flagrant avec la période antérieure, ces prix agricoles furent systématiquement fixés à des niveaux très bas, connaissant des hausses souvent même inférieures au taux de l'inflation.

En résumé, l'application du nouveau programme néo-libéral s'est fondée sur la paupérisation absolue de la grande majorité des masses travailleuses du pays (ce qui n'est, bien sûr, qu'un phénomène conjoncturel et non point permanent dans l'économie capitaliste). L'austérité draconienne imposée par la dictature militaire a donc été une condition *sine qua non* des résultats obtenus par cette nouvelle politique économique.

LES CONSÉQUENCES ET LES CONTRADICTIONS DE LA POLITIQUE DE PAUPÉRISATION DES MASSES

Cette politique de répression des masses travailleuses, liée à la poursuite tenace du programme néo-libéral, a engendré des résultats qui ont été fortement applaudis par les porte-parole du capital financier international. La revue bourgeoise *Euromoney* a ainsi désigné, à la fin 1981, Turgut Ozal comme étant le ministre de l'Economie de l'année. Le FMI n'a cessé, depuis lors, de présenter la Turquie comme un pays exemplaire, aux autres pays capitalistes sous-développés subissant des crises et des déficits extérieurs. Il a accordé, suite à la mise en application du programme d'austérité, des facilités de crédit pour un montant de 1,65 milliard de dollars (14 milliards de francs), ce qui représente six fois la quote-part du pays auprès du Fonds, donc une proportion qui bat tous les records et qui n'a pas été égalée depuis. Les pays impérialistes n'ont pas ménagé leur soutien financier non plus, fournissant des crédits d'un montant d'un

milliard de dollars (8,5 milliards de francs) environ par an au cours des quatre dernières années.

La confluence de toutes ces conditions favorables au capital a abouti à une situation où les symptômes les plus flagrants de la crise ont pu être provisoirement maîtrisés. L'inflation a été ramenée au taux annuel de 40 % en 1981, et à 30 % en 1982. Mais le changement le plus important s'est opéré dans le domaine des exportations. Globalement, celles-ci ont été multipliées par deux en deux ans, passant de 2,9 milliards de dollars en 1980 à 5,7 milliards en 1982. La hausse fut encore plus marquée en ce qui concerne les exportations industrielles. Avec un taux de croissance beaucoup plus fort que la moyenne, de l'ordre de 120 % calculé en dollars en 1981, celles-ci représentaient à la fin 1982 60 % des exportations totales, alors qu'elles n'en constituaient que 35 % en 1979. Cette forte augmentation des exportations en une période de récession profonde de l'économie mondiale relevait de la position spécifique, à la fois géographique, culturelle et désormais politique, du pays vis-à-vis du Moyen-Orient et des pays arabes de l'Afrique du Nord. En 1980, la part de cette zone dans les exportations turques était de 22 %, tandis que celle des pays de la Communauté économique européenne (CEE) atteignait 43 %. En 1982, par contre, ces proportions étaient respectivement de l'ordre de 45 % et 30 %. Il faut ajouter à ce tableau les contrats de construction de 17 milliards de dollars environ (144,5 milliards de francs) obtenus par les sous-traitants turcs, principalement dans les pays du Golfe et en Lybie. Ces développements augurent des tendances futures du capitalisme turc en ce qui concerne sa position dans la division internationale du travail.

Néanmoins, malgré la répression politique de la classe ouvrière et le soutien massif du capital impérialiste, le capitalisme turc n'a pas pu s'extraire de sa crise

profonde, qui a commencé en 1977. La reprise tant vantée par les porte-parole de la bourgeoisie a été temporaire, fragile, partielle et non-cumulative. Temporaire, car même dans les domaines où la « réussite » semblait la plus assurée, les tendances se sont inversées en 1983. Le taux d'augmentation des exportations, qui avait été de 62 % en 1981, était déjà retombé à 22 % en 1982 et, en 1983, les exportations ont stagné. Etant donnée la contraction sévère du marché intérieur, il était tout à fait naturel que cette stagnation des exportations débouche sur un ralentissement de la croissance : le taux d'augmentation du PNB est revenu en 1983 à 3 %. Parallèlement, après deux ans de baisse continue, le taux d'inflation est de nouveau en hausse, le taux annuel étant au-dessus des 35 % à la fin de l'année 1983.

D'autre part, la reprise était fragile parce que le rétrécissement draconien du marché intérieur a jeté des dizaines de milliers d'entreprises, y compris de dimensions importantes, au seuil de la banqueroute. Un nombre croissant de ces firmes ont déposé leurs bilans ou ont été rachetées par des groupes financiers plus puissants. L'un des paradoxes de cette situation est que, précisément, en pleine période de discours ultra-libéral, l'Etat a dû prendre en charge plusieurs grandes firmes, nationaliser deux grandes banques, et même le groupe capitaliste qui était le défenseur le plus acharné de la nouvelle orientation libérale. En conséquence de ces difficultés des capitaux industriels, le système bancaire-financier lui-même s'est trouvé dans une position d'extrême vulnérabilité. En effet, durant l'été 1982, le pays s'est trouvé au bord d'un krach financier, mais la situation fut maîtrisée par un certain relâchement de la politique économique suivie jusque-là. Ces contradictions d'un capitalisme en crise rendent toute politique économique incohérente et toute reprise fragile.

Enfin, la reprise n'était que partielle et non-cumulative, parce que la croissance

Paris 1981 : manifestation contre la dictature turque. (DR)



de la production n'était entraînée que par une diminution massive des stocks et par une hausse conséquente du taux de l'utilisation des capacités de production. Par contre, les investissements privés ont continué à décroître. Ils ont baissé de 8,8 % en 1981, l'année où le taux global de la croissance se situait au-dessus de 4 %. En conséquence de cette stagnation des investissements, le chômage a continué à progresser. Selon les chiffres officiels, le nombre de sans-emploi a augmenté, passant de 2,1 millions de personnes en 1978 à 2,6 millions en 1980, et à 3,6 millions en 1983. Ce dernier chiffre représente un taux de chômage de 20 %, de loin le plus haut en Europe !

On peut donc en conclure que même la crise périodique n'est pas terminée. Ce qui ne doit pas surprendre, car cette crise fait partie intégrante de la crise actuelle du capitalisme turc et elle est donc inextricablement liée à la crise structurelle du mode d'accumulation. Quant à celui-ci, il y a certes eu un changement radical dans l'orientation de la grande bourgeoisie turque, et une percée non-négligeable a été effectuée dans le domaine des exportations. Mais la restructuration du capital, nécessaire pour le passage définitif à un nouveau mode d'accumulation, est loin d'être conduite à son terme. La réalisation de cette restructuration est en effet un travail d'Hercule face aux contraintes imposées sur le marché mondial par la crise globale du capitalisme. De plus, la stagnation récente du prix du pétrole a effacé, à un certain degré, la position privilégiée des nouveaux marchés pour les produits d'exportation turcs. Contrairement donc aux pronostics triomphalistes des porte-parole de la bourgeoisie, le capitalisme turc est loin d'avoir dépassé la crise. Une fois terminée la fragile et inégale reprise dans les pays impérialistes, l'économie turque risque de connaître une grande débâcle lors de la prochaine récession de l'économie mondiale.

LE DEUXIEME SOUFFLE DU NÉO-LIBÉRALISME

Pendant l'été 1982, l'économie turque a frôlé le risque d'un krach financier. Cette situation se trouve à l'origine du départ de Turgut Ozal du gouvernement de la junte militaire et du relâchement de la politique économique suivie jusqu'alors. Plus tard, ce sera le même Ozal que l'on retrouvera à la tête d'un nouveau parti politique, l'Anavatan (Parti de la mère patrie), qui sera l'une des trois formations autorisées par la junte à participer au scrutin législatif de novembre 1983. Jouissant du soutien indiscutable du capital financier international et d'une fraction du grand capital turc — et celui, plus honteux, d'une certaine intelligentsia soi-disant socialiste —, il sera le grand gagnant de ces élections, obtenant 45 % des suffrages et la majorité absolue des sièges au Parlement et se verra nommé Premier ministre.

La situation économique avait commencé à se détériorer au cours de l'année 1983. Ce développement n'était que la

conséquence logique du programme adopté par Ozal en janvier 1980 mais, face à cette situation, ce champion du néo-libéralisme s'est engagé dans une fuite en avant. Son gouvernement, installé en fin 1983, ne se contenta pas de réaffirmer, par une nouvelle hausse du taux de l'intérêt et par une nouvelle dévaluation — quoique déguisée — de la monnaie, sa résolution dans la poursuite de la politique économique inaugurée il y a quatre ans. Il entreprit de nouveaux pas vers son approfondissement. Une nouvelle série de mesures visant à combler les lacunes existantes au sein de la nouvelle orientation libérale furent donc adoptées. Parmi celles-ci, au moins cinq doivent être mentionnées, du fait de leur importance pour l'évolution du cours futur de l'économie turque :

— une réforme de la bureaucratie, visant à la fois à l'assouplissement de la réglementation étatique et à une plus grande liberté du mouvement des marchandises et des capitaux ;

— une centralisation de la gestion étatique économique destinée à munir le gouvernement d'une plus grande autonomie vis-à-vis des différentes fractions du capital à la poursuite de leurs intérêts sectoriels à court terme ;

— une libéralisation marquée des contrôles des changes, qui a pour but une plus grande liberté de mouvement des flux du capital-argent à destination et au départ du pays, et qui rend surtout possible, pour la première fois depuis les années 1930, l'alimentation directe des banques privées et des entreprises industrielles en crédits en provenance de l'étranger ;

— un assouplissement de la protection douanière, qui a pour objectif principal une accélération, par l'élargissement de la concurrence des produits étrangers sur le marché turc, du processus de restructuration du capital entamé il y a quatre ans ;

— des mesures qui visent une centralisation dans le commerce extérieur, au premier chef dans les activités exportatrices, avec une volonté de singer l'expérience des grands trusts (*zaibatsu*) japonais.

Cette nouvelle étape dans l'approfondissement de la politique néo-libérale porte en son sein des contradictions qui pourraient se révéler explosives à terme. En particulier, l'assouplissement de la protection douanière est susceptible d'entraîner à la fois des faillites à une échelle imprévisible des produits de consommation courante et de luxe. Cette situation sera certainement allégée dans un premier temps par un flux de crédits étrangers par des canaux privés, ce qui est explicitement encouragé par l'Etat. Une pénétration accrue des capitaux productifs impérialistes peut contribuer à cet allègement, bien que les efforts et les espoirs de la bourgeoisie turque dans ce domaine n'aient apporté jusqu'ici que des déboires. Mais, et c'est là que réside la gravité des perspectives, une fois passé un certain seuil d'endettement, la crise réapparaîtra avec

d'autant plus de force qu'elle aura été supprimée pour un certain moment par des biais artificiels. Cela représente en quelque sorte une véritable bombe à retardement ! Les enseignements des débâcles économiques chilienne et argentine auraient au moins pu amener la bourgeoisie turque à plus de circonspection.

Les difficultés financières et économiques éprouvées par beaucoup d'entreprises dans les deux dernières années ont fait qu'une fraction non-négligeable de la bourgeoisie turque, y compris une partie des groupes monopolistes, prend de plus en plus ses distances vis-à-vis du néo-libéralisme tous azimuts d'Ozal. Il faut néanmoins se méfier des interprétations qui prétendent que cette fraction de la bourgeoisie offre une solution alternative, radicalement différente, aux problèmes que rencontre l'économie turque. Il y a, au contraire, un consensus général parmi les fractions principales de la bourgeoisie sur la prétendue nécessité d'une nouvelle orientation basée sur une plus grande spécialisation au sein du marché mondial. Les désaccords ne portent que sur le rythme et les moyens de la transition vers ce nouvel état des choses. La fraction qui est relativement critique à l'égard d'Ozal préconise une démarche plus gradualiste et plus sensible aux problèmes des capitaux monopolistes qui s'étaient antérieurement très fortement implantés dans des secteurs tournés vers le marché intérieur. Les rapports avec l'Europe capitaliste, et en particulier la question de l'intégration dans la CEE, constituent une pomme de discorde. Dans ce domaine, il est utile de se rappeler qu'Ozal représente un courant de pensée qui s'oriente plutôt vers le Moyen-Orient et les Etats-Unis, faisant des rapports avec l'Europe une question de moindre importance.

Quelles que soient les frictions entre les différentes fractions de la bourgeoisie et le dénouement possible de ces contradictions internes, le véritable défi au nouveau statu quo ne peut venir que des forces de la classe ouvrière et de ses alliés. Il est vrai qu'une lutte ardue sera nécessaire pour parvenir à se débarrasser d'une situation où le carcan d'un régime constitutionnel réactionnaire étouffe toute expression des organisations ouvrières et démocratiques et garantit la survie d'un capitalisme sauvage en train de s'ériger sur la misère des masses travailleuses. Il est non moins vrai que, depuis septembre 1980, la classe ouvrière a subi les coups d'une dictature militaire, dans un état de passivité et de résignation. Mais quand le prolétariat sortira de sa passivité, redevenant la force politique formidable qu'il représentait dans les années 1960 et 1970, quand, emportant dans son sillage la paysannerie pauvre et les couches opprimées des villes, il s'alliera au mouvement nationaliste kurde, les nouvelles structures du capitalisme turc, patiemment bâties par la dictature militaire depuis des années, risqueront alors d'être confrontées à un assaut mortel. ■

Yavuz KARPAT,
30 mars 1984.

La dette, le Fonds monétaire international et le dogme de l'austérité

La reprise de l'économie mondiale annoncée pour 1982 par un grand nombre d'économistes bourgeois et de hauts responsables des organismes financiers internationaux ne s'est pas produite à cette date. En 1983, la crise s'est même approfondie sur toute une série de plans, à tel point qu'un responsable de la Banque mondiale, A. W. Clausen était amené à déclarer : « *Le développement mondial se trouve face au frein le plus sérieux que nous ayons enregistré depuis la dépression des années trente. (1)* » Parallèlement à cette situation, les politiques d'austérité imposées par le Fonds monétaire international (FMI) tendent à s'ériger en norme de conduite économique de toutes les économies en difficulté. Nous en avons un bon exemple avec les propos du président mexicain, Miguel de la Madrid, qui affirmait fin 1983 : « *Nous sommes en crise en tant que nation et communauté, car nous n'avons pas prêté attention aux équilibres économiques fondamentaux. Nous n'avons pas fait attention à l'équilibre nécessaire entre ce que nous consommons et ce que nous épargnons. Nous avons consommé plus que nous n'avons gagné par notre travail. C'est*

pour cela que nous avons un fort endettement. (...) Nous devons investir plus, épargner plus, et pour cela, nous devons limiter la consommation. (2) »

Face à ces faits s'imposent une série d'interrogations : dans quelle mesure les politiques monétaires restrictives pratiquées par le FMI pendant la crise ont-elles joué un rôle dans son approfondissement ? Est-il possible de concevoir, pour des raisons scientifiques que, dans une période de crise économique, les gouvernements — avec l'appui du FMI — cherchent à équilibrer leurs comptes ? La politique du FMI correspond-elle aux règles monétaires qui conviennent au système économique et social en vigueur, ou bien représente-t-elle plutôt l'application à ce dernier de règles d'un système qui n'existe que dans la tête des théoriciens de l'austérité ? Les politiques monétaires restrictives sont-elles contradictoires avec les fondements du capitalisme comme économie monétaire de production ? C'est à répondre à ces questions, et à quelques autres encore, que se consacre l'article qui suit.

Hector GUILLEN REMO

L'analyse du mode de production capitaliste définit le cycle du capital suivant une formule A-M-A', dans laquelle A représente l'argent avancé par le capitaliste, M le capital productif et A' la valeur « réalisée » en fin de circuit du capital. Le capitaliste industriel ne doit pas nécessairement avancer tout le capital A. Il a donc recours à des prêts de diverses façons, et se tourne en particulier vers les banques pour obtenir un crédit à la production. Ce crédit irrigue le financement de l'accumulation capitaliste. Dans ce cas, tout se passe au départ comme si la vente de la marchandise était déjà réalisée, même si ces marchandises ne sont pas encore vendues ni même produites. « *La banque accorde le crédit écrit Suzanne de Brunhoff, anticipe la validation sociale des marchandises produites par l'industriel. La banque est sûre du fait que ces marchandises seront vendues et que l'industriel la remboursera avec le produit de cette vente. (...) La banque effectue une "pré-validation privée du travail privé". (3)* » Cela signifie qu'il ne s'agit pas d'un crédit avalisé par des marchandes existantes, mais d'un crédit avalisé par des marchandises à produire, c'est-à-dire par une valeur « en processus de réalisation » (4).

LA DETTE INTERNE

Le capitaliste s'engage par rapport à la banque à rembourser le capital avancé sur la production avec, en plus, un excédent, le taux d'intérêt déduit du bénéfice réalisé. Le capitaliste n'est capable de respecter ses engagements que s'il opère dans

des conditions de production moyenne et s'il vend ses marchandises à un prix de production qui lui permette d'obtenir un taux de profit moyen. Nous sommes ici face à la notion marxiste de capital financier considéré comme un capital argent « producteur » d'intérêt. De façon plus spécifique, ce capital, prêté par son détenteur — en général les banques — à l'industriel, extrait une partie de la plus-value sous la forme d'un taux d'intérêt sur la somme prêtée. L'on peut ainsi distinguer le capitaliste industriel, qui perçoit un bénéfice, du capitaliste détenteur de l'argent prêté comme capital. La rémunération de ce dernier, par l'intérêt de l'argent prêté, dépend des rapports de forces existant entre le créancier (la banque) et le débiteur (l'industriel). La raison de cette distribution de la plus-value en bénéfice et en intérêt est due au fait que la propriété du capital-argent n'est pas entre les mains du capitaliste industriel. Mais il faut préciser un autre élément, afin que la distribution de cette plus-value en bénéfice et intérêt n'apparaisse pas comme le partage d'un gâteau où l'un gagne ce que l'autre perd : toute augmentation importante des taux d'intérêts doit s'accompagner d'une réduction importante des salaires, de telle sorte que le taux de profit demeure à un niveau qui encourage l'investissement.

Nonobstant, il est d'une importance cruciale de comprendre que dans le système capitaliste contemporain, la fonction des banques ne se réduit pas au rôle d'un simple intermédiaire financier chargé de centraliser l'épargne privée et de drainer vers la production. En effet, le capital avancé par les capitalistes ne provient pas nécessairement d'un fonds existant de ca-

pital-argent, il est pris sur une monnaie créée par les banques, qui apparaît toujours *ex-nihilo*. A la différence d'un simple rôle d'intermédiaire financier, la création de cette monnaie bancaire privée ne provient pas de l'utilisation d'un capital-argent produit d'une épargne privée. Il s'agit d'une création *ex-nihilo*, qui suppose seulement de la part de la banque privée la détention d'un certain pourcentage de réserves à la Banque centrale, selon des normes fixées par l'Etat.

A la différence de la monnaie sociale ou publique émise par la Banque centrale, la monnaie bancaire privée n'a donc pas directement d'équivalent général, mais elle est un signe de crédit. La banque qui effectue le prêt émet de la monnaie, et ce faisant, dit-on, elle se crée une dette envers elle-même (5). Elle prête au capitaliste industriel, qui anticipe un bénéfice, sur

1. « Rapport sur le développement dans le monde », Banque mondiale, 1983, p. 111.

2. *Excelsion*, Mexico, 17 novembre 1983.

3. Suzanne de Brunhoff, *Etat et capital*, PUG Maspéro, Paris, 1978, p. 109.

4. Alain Lipietz, *Crise et inflation, pourquoi ?*, Maspéro, Paris, 1979.

5. Selon Jean Ullmo, « toute création de monnaie constitue une dette pour l'institution créatrice, qu'il s'agisse de la Banque centrale créatrice de la monnaie fiduciaire... ou des banques ordinaires créatrices de monnaie écrite », de telle sorte que « d'un point de vue théorique, il ne convient pas de distinguer la monnaie et l'endettement, toute monnaie est un endettement », in *Le Profit*, Dunod, Paris, 1970. Cette idée, appuyée sur le sens commun, a été récemment remise en question par Alain Parguez. En effet, pour le théoricien du circuit dynamique, la monnaie ne peut être considérée comme une dette des banques, car les banques ne doivent rien à personne. Cf. Alain Parguez, *La monnaie, la demande effective et la crise*, document mimeographique, p. 7 et 8.

la base d'une promesse de paiement qui ne se réalisera pas forcément. De son côté, le capitaliste industriel se sert du crédit qu'il a obtenu de la banque pour payer les biens de capital et les salaires, comme s'il disposait d'un équivalent général. Les banques sont soumises à la restriction monétaire vis-à-vis de la société dans son ensemble, car elles sont obligées de pouvoir convertir à tout moment les différentes monnaies bancaires privées en monnaie sociale ou publique de la Banque centrale. Cette conversion permanente et à 100 % est bien la preuve que la monnaie bancaire a les mêmes attributs que l'équivalent général.

Contrairement aux apparences, la Banque centrale ne crée pas de monnaie : elle légalise, en convertissant en monnaie de la Banque centrale la monnaie bancaire privée, une création monétaire qui a eu lieu antérieurement en résultat d'opérations de crédit bancaire. « *La banque centrale, affirme Jacques Léonard, institue sa propre monnaie comme résultat d'actes de crédits décentralisés, elle est la garantie de leur valeur et, par la-même, elle se trouve obligée d'une certaine façon d'affirmer la valeur de l'ensemble des signes monétaires en circulation en les convertissant dans sa propre monnaie.* (6) » Ainsi, la Banque centrale se rend solidaire d'une création monétaire d'origine privée, pure création de signes monétaires sans relation avec une quelconque contrepartie matérielle préexistante, mais en relation directe avec une production anticipée (7).

Avec l'émission de la monnaie bancaire, le crédit déborde des limites imposées par l'épargne. L'extension du crédit confère une flexibilité croissante aux transactions. Ce n'est plus l'épargne qui détermine l'investissement, mais le contraire. Comme le souligne Alain Parguez : « *Le coût des investissements n'est pas limité par un fonds d'épargne surgi de l'abstinence. L'enchaînement épargne-investissement est métaphysique !* (8) » Cette idée a été comprise voilà bien des années par Keynes, qui considérait que le plus important de la *théorie générale* c'était la démonstration du fait que le coût d'investissement n'est jamais déterminé par un fonds d'épargne existant. Toutefois, le crédit ne modifie pas le caractère fondamental de la production de marchandises, dont la nécessité sociale n'est pas prise en compte *a priori*. Le crédit peut reculer la validation sociale du travail privé, mais il ne peut la supprimer. Le crédit ne peut empêcher qu'un jour ou l'autre la production ne soit sanctionnée par son échange contre la « vraie » monnaie (monnaie sociale ou publique). La « restriction monétaire » ne peut s'évader.

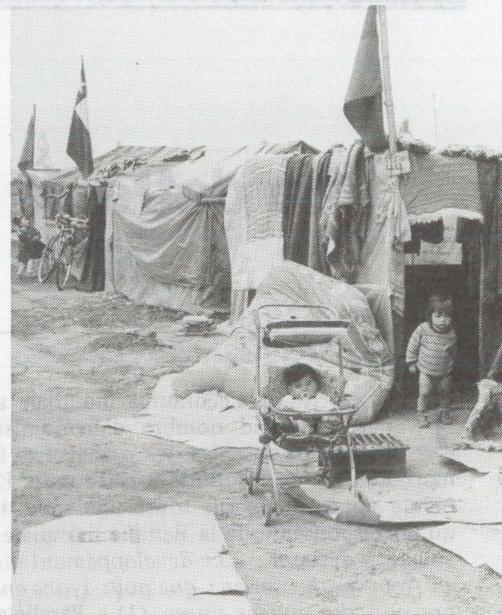
Sans prendre en compte le caractère de la monnaie publique, c'est-à-dire sans prendre en compte le fait qu'elle soit convertible ou non, le crédit permet de reculer les délais de paiement. La banque ne se limite qu'à anticiper la validation sociale des marchandises (9). D'une certaine façon, comme nous l'avons déjà souligné, la banque ne fait qu'effectuer une « pré-validation » privée du travail privé, la validation sociale effective se produisant

seulement quand le produit a été échangé contre de la « vraie monnaie ». En effectuant cette pré-validation, la banque s'expose pour son propre compte, car les crises de réalisation peuvent conduire à des faillites bancaires. Comme produit de la monnaie centrale, dont le cours est imposé par rapport à l'or, la crise de réalisation prend une forme différente, celle de l'inflation. En effet, les banques doivent toujours être en mesure de changer leur propre monnaie contre celle de la Banque centrale.

Cette émission de monnaie pour convertir celle des banques est une sorte de validation sociale des anticipations privées des banques et du capitaliste industriel. Mais, d'un côté, les billets émis par la Banque centrale ne sont pas encore l'expression d'une marchandise produite, et d'un autre côté, comme anticipation d'un produit futur représenté par des signes de monnaie bancaire, en cas d'impossibilité de réalisation de la marchandise, ces billets ne représentent qu'une espèce de « pseudo-validation sociale du travail privé » (10). Dans ces conditions, l'équivalence réelle de la monnaie, dont le cours est imposé par rapport à l'or, est rendue impossible. La monnaie nationale subit alors une perte de valeur, c'est-à-dire que son prix effectif en or baisse continuellement par rapport à la définition légale de la monnaie nationale. Ainsi donc, quand la validation sociale du travail privé se réalise avec la médiation de l'Etat émetteur de billets inconvertibles, la crise de réalisation se manifeste par une crise inflationniste (11). Cette situation favorise une « fuite en avant » de l'accumulation, une poursuite de la production capitaliste qui masque ces problèmes de valorisation. L'inconvertibilité de la monnaie centrale n'annule pas ces risques, elle ne fait que les différer.

LA DETTE EXTERIEURE, L'EURO-DOLLAR

En vertu de la division internationale du travail, les capitalistes se voient obligés, à de multiples occasions, de solliciter des prêts en monnaie étrangère. Ces crédits se distinguent des opérations de chan-



Chili : « la Granja », le quartier le plus pauvre de San

ge par le fait qu'il ne s'agit pas d'achat et de vente de devises, mais de prêts. Par là même, elles doivent être distinguées des opérations de crédit originaire analysées dans la partie précédente, car il ne s'agit pas là de prêts dans la monnaie locale. Il s'agit par exemple, pour la France, de prêts effectués par une banque française ou étrangère en dollars. C'est dans ce sens que l'on parle d'euro-dollars, expression incorrecte dans la mesure où cette opération ne s'effectue pas nécessairement en Europe et ne se réalise pas forcément en dollars. Il s'agit simplement de dépôts et de prêts effectués dans une monnaie différente de celle du pays où se réalise l'opération.

La hausse des euro-devises « est liée à la pénurie de dollars et de moyens de paiement internationaux dans les années 1950. Le marché de l'euro-dollar fut un moyen empirique de résoudre le problème en accélérant la vitesse de circulation des dollars extérieurs, créant ainsi une monnaie écrite par le mécanisme de multiplication du crédit à partir de la "base internationale des dollars", c'est-à-dire de l'ensemble des dollars payés, donnés ou prêtés par les Etats-Unis au reste du monde » (12). Ainsi, l'adéquation de l'offre

6. Jacques Léonard, « Politique monétaire et économie monétaire : unité ou conflit », *Economie appliquée*, numéro 3, 1983, p. 548.

7. Il faut noter que cette approche, selon laquelle la monnaie est le premier objet d'une création privée en relation directe avec la production, la monnaie étant créée indirectement à partir des monnaies privées, s'oppose radicalement à la conception monétariste orthodoxe d'une base monétaire publique, source exclusive des possibilités de création monétaire privée.

8. Cf. Alain Parguez, op. cit.

9. La notion d'anticipation est fondamentale dans une économie monétaire de production. Ainsi, comme l'investissement privé constitue une anticipation, c'est-à-dire un « pari » sur l'amplification de la production privée qu'elle devra susciter et sur la réalisation monétaire de ce supplément, la création monétaire, par sa nature de création *ex-nihilo*, constitue également une anticipation, un « pari » (postulat) sur la possibilité de circulation des signes monétaires comme support de production et d'un revenu futur.

10. Cf. Suzanne de Brunhoff, op. cit., p. 38.

11. Nous ne voulons pas dire par là que la création monétaire soit la cause de l'inflation. Cette dernière a différentes racines que nous n'analyserons pas ici. La seule chose que nous affirmons, c'est que la monnaie est le support, la condition qui permet l'inflation. Il est évident que sans la croissance de la masse monétaire, l'inflation est impossible. C'est là la raison de la relative « inefficacité » des monétaristes, qui non seulement en finissent avec l'inflation, mais détruisent aussi l'économie.

12. René Sandretto, *Le pouvoir et la monnaie*, Economica, Paris, 1983. Les euro-devises forment une masse de liquidités sans possibilité de contrôle direct par les autorités monétaires. Cela donne aux banques commerciales l'avantage décisif de pouvoir échapper aux restrictions imposées sur les opérations domestiques et leur permet de déroger aux mesures nationales de restriction des liquidités bancaires.



no. (DR)

à la demande de liquidités constitue la raison de cette apparition du marché des euro-devises.

Si l'euro-dollar est un marché vraiment mondial, s'il n'est pas rigoureusement localisé dans une partie du monde, s'il suffit de l'envoi d'un télex ou d'un coup de téléphone pour que des milliers de dollars soient transférés d'une partie de la terre à l'autre, il ne s'agit pas là d'une monnaie apatride ou sauvage, imperméable à toute forme d'intervention de l'Etat. Bien au contraire, l'euro-dollar est le fidèle témoin d'une structure hiérarchique du système monétaire international où s'exerce l'hégémonie du dollar. L'euro-dollar, suivant l'expression de René Sandretto, est une « *prolongation extra-territoriale du marché monétaire américain* ». En effet, comme l'ont démontré divers spécialistes des finances internationales, le marché de l'euro-dollar est totalement perméable à la politique économique américaine. La « *régulation Q* » (13), liée à une restriction du crédit aux Etats-Unis, provoque une pénurie de liquidités dans les banques américaines, qui se voient alors obligées de solliciter des prêts sur le marché de l'euro-dollar. Ceci provoque une hausse des taux d'intérêts des marchés monétaires européens. Pour les pays européens, les conséquences sont claires : conversion des monnaies nationales en dollars et placements en euro-dollars. Cela entraîne une baisse de la valeur des monnaies européennes (éventuellement même des dévaluations) et un transfert des dollars extérieurs du secteur public vers le privé, c'est-à-dire des banques centrales vers les banques privées.

Dans les années 1970, notamment après le premier choc pétrolier de 1973-1974, le marché des euro-devises s'est vu alimenté de liquidités internationales provenant des excédents de la balance des paiements des pays exportateurs de pétrole, notamment ceux de l'OPEP. Ces conditions favorables de liquidités internationales n'ont pas été mises à profit par les pays industriels qui commençaient dé-

jà à être touchés par la crise. C'est aux pays sous-développés, et plus particulièrement ceux qui sont les plus avancés dans leur processus d'industrialisation, qu'il échoit de se servir de cette masse de liquidités pour financer leur accumulation. En effet, des pays comme le Brésil, le Mexique, l'Argentine et la Corée du sud entre autres, ont absorbé l'excédent de l'OPEP avec la coopération enthousiaste des banques privées internationales, qui ont transformé cette tâche de recyclage des pétro-dollars en un superbe commerce financier (14). Particulièrement entre 1972 et 1974, la masse de liquidités dont disposaient les banques était telle qu'elles se sont trouvées en difficulté pour utiliser toutes leurs ressources. Les banques se livraient à une compétition féroce pour fournir en capitaux les nouveaux prestataires qui cherchaient activement à attirer le marché (15). Les pays en voie de développement les plus avancés dans le processus d'industrialisation ont reçu la majeure partie des prêts de la banque privée internationale et contribuèrent ainsi non seulement au recyclage des pétro-dollars, mais favorisèrent la croissance de leurs économies et limitèrent l'amplification de la crise mondiale. Ainsi, l'endettement extérieur des pays semi-industrialisés favorisait une « *fuite en avant* » de l'accumulation qui empêchait que la crise économique internationale ne s'aggrave davantage.

LE RISQUE DE KRACH FINANCIER INTERNATIONAL

Vers la fin des années 1970, les Etats-Unis ont opéré un important virage dans leur politique économique. La Banque centrale des USA (Federal Reserve Bank), convaincue que la crise provenait du laxisme monétaire, mit fin à la politique des taux d'intérêt peu élevés et coupa le robinet du crédit. Les taux d'intérêts augmentèrent de façon vertigineuse, au fur et à mesure que « *l'offre monétaire* » (crédit) se fit plus « *avare* ». Vint alors le moment où, au travers du mécanisme expliqué dans le chapitre précédent, le crédit commença à se raréfier sur le marché des euro-dollars et où les taux d'intérêts commencèrent à s'élever dans le monde

entier, ce qui découragea le peu d'investissement qui s'effectuait encore.

Loin d'atténuer la crise, cette politique l'approfondit. Bien évidemment, cette vigoureuse action sur les liquidités bancaires provoqua une nette diminution de l'inflation (dans certains pays développés comme les Etats-Unis), de la même façon qu'un feu privé d'air voit son intensité baisser. Mais le prix payé pour cela a été très élevé. Un grand nombre de pays, notamment les pays en voie de développement, qui s'étaient fortement endettés dans les années 1970, se sont trouvés dans l'incapacité de rembourser le capital emprunté et les intérêts. Commença alors à planer sur le monde la menace d'un krach financier international dont les premières victimes seraient les banques commerciales qui opèrent sur le marché de l'euro-dollar.

La majeure partie des pays dépendants sont fortement vulnérables aux pressions apparues au début des années 1980, conséquences de la politique économique américaine. La crise économique internationale a réduit les revenus de ces pays provenant de leurs exportations tandis que, dans le même temps, la hausse des taux d'intérêts réels rendait plus pesant le service de la dette extérieure. Certains pays d'Amérique latine qui devaient de fortes sommes, résultat de « *l'économie internationale d'endettement* » des années 1970, ont été gravement affectés par la hausse des taux d'intérêts et la dégradation des termes de l'échange (16). C'est le cas du Brésil, le plus important débiteur du monde, avec une dette extérieure estimée par l'OCDE à 87 milliards de dollars qui, entre 1979 et 1982, a été privé de plus de 25 milliards de dollars en raison de la dégradation des termes de l'échange et de plus de 15 milliards de dollars en raison de la hausse des taux d'intérêts (17).

La situation n'a pas été meilleure pour le Mexique, oasis d'expansion dans un monde en crise, qui est devenu en l'espace de quelques années l'un des pays les plus endettés du monde (85 milliards de dollars en 1982), et qui s'est trouvé en septembre 1982 dans l'incapacité de rembourser ses dettes à échéance. Il n'y a pas que le Brésil ou le Mexique qui se

13. Sur ce point, il faut signaler « *qu'aux Etats-Unis l'administration intervient pour fixer un plafond aux taux d'intérêts vers les banques accordent pour les dépôts à terme. Cette réglementation porte le nom de "régulation Q". En laissant le taux de rendement des obligations, des hypothèques, et mêmes des effets commerciaux négociés librement dépasser le taux fixé par la "régulation Q", les autorités monétaires disposent d'un moyen infaillible pour priver les banques de ressources. En effet, ceci équivaut à organiser la fuite des dépôts vers des emplois plus rémunérateurs. Cette méthode de réduction du crédit bancaire est d'une efficacité absolue* », Jean Denizet, « *Chronique d'une décennie* », in *Inflation, dollar et euro-dollar*, Gallimard, Paris, p. 63.

14. Pendant la décennie des années 1970, l'endettement à moyen et à long terme de ceux que la Banque mondiale appelle les pays en voie de développement, a augmenté de 20 % par an. « *Rapport sur le développement dans le monde* », Banque mondiale, 1983, p. 22.

15. L'un des moyens utilisés pour attirer le marché, c'est bien évidemment l'argent bon marché. Sur ce sujet, il faut signaler que même si le taux d'intérêt nominal sur l'ensemble de la dette des pays en voie de développement est passé d'une moyenne de 6,3 % en 1970 à 8,9 % en 1980, cette hausse a été inférieure à l'augmentation annuelle du prix de leurs importations et exportations, comme au taux d'inflation des pays industrialisés. En ce sens, le taux d'intérêt réel, c'est-à-dire le taux nominal « *déflationné* » par l'un quelconque des facteurs que nous avons signalé auparavant, a diminué entre 1970 et 1980. Idem.

16. Selon l'expression d'Henri Bourguinat, une économie internationale d'endettement (*overdraft economy*), c'est celle où les marchés monétaires et financiers sont déterminés par la demande d'endettement et sont aptes à répondre à toute nouvelle demande de fonds.

17. Cf. Celso Furtado, « *Dette extérieure : quel type de renégociation ?* », *le Monde diplomatique*, août 1983.

trouvent confrontés à de tels problèmes. C'est le cas de plusieurs autres pays latino-américains, entre autres de l'Argentine, du Venezuela, du Chili, du Pérou, du Costa Rica et de la Bolivie, qui ont été victimes de la hausse des taux d'intérêts et de la baisse de leurs revenus liés aux exportations, de telle sorte que faute de devises pour pouvoir continuer à financer leurs importations, ils se sont vus dans la nécessité de réduire drastiquement le rythme de leur activité économique. Sur ce problème, on estime que le Produit intérieur brut (PIB) des pays latino-américains a baissé de 3,6 % entre 1980 et 1982 (18).

Au fur et à mesure que les divers indicateurs de l'endettement extérieur des pays en voie de développement montraient une évolution défavorable, les banques privées cherchaient à se protéger en introduisant des taux d'intérêts variables, des prêts à court terme et en association. Les taux d'intérêts variables protégeaient les banques de l'inflation, les prêts à court terme étaient plus faciles à accorder que ceux portant sur le long terme, et les prêts en association répartissaient les risques entre plusieurs banques. Malheureusement, au lieu d'éclaircir la situation, ces solutions l'ont aggravée. En effet, les taux d'intérêts variables rendaient les pays endettés plus vulnérables aux modifications de la politique monétaire des Etats-Unis : l'augmentation de 1 % des taux d'intérêts aux USA implique pour ces pays la perte de centaines de milliards de dollars. En ce qui concerne les prêts à court terme, même s'ils assainissent la situation à court terme, ils rendent plus vulnérables les pays endettés en cas de hausse des taux d'intérêts et de repli brutal des banques centrales. Enfin, sur les prêts en association, il faut signaler que l'incertitude inhérente aux perspectives économiques a obligé les banques à consacrer plus de ressources à l'évaluation des risques, ce qui a augmenté les coûts et incité un certain nombre de petites banques à cesser leurs prêts.

Ainsi, les divers moyens utilisés par les banques pour réduire leurs risques financiers n'ont pas porté leurs fruits, et le risque que les banques voient la totalité ou partie de leurs financements gelés par une évolution défavorable des pays débiteurs est chaque fois plus une réalité. Un principe simple, énoncé voilà longtemps par John Maynard Keynes, permet de mieux saisir la logique de la situation actuelle. Si, par exemple, vous devez à votre banque 100 000 ou 300 000 dollars, c'est vous qui devez vous en préoccuper. Au contraire, si vous lui devez plusieurs centaines de millions de dollars, c'est eux qui doivent s'en préoccuper. Actuellement, le niveau d'endettement est tel que l'interdépendance financière est devenue totale : le pouvoir des banques créditrices et des pays débiteurs tend à s'équilibrer. Jusqu'à présent, les banques créditrices et, derrière elles, les banques centrales, les organismes financiers internationaux et les pouvoirs politiques des pays occidentaux n'ont pas exploré d'autre chemin que



République dominicaine : manifestation des femmes de la campagne. (DR)

celui de l'ajustement des conditions du crédit (taux, échéances, etc.), en reconduisant simultanément les prêts, en accordant de nouveaux délais de paiement et des moratoires aux pays les plus endettés. Parallèlement au renouvellement des prêts aux pays en difficulté, les banques s'efforcent plus que par le passé — ce avec l'aide du FMI — de contrôler non seulement l'utilisation qui est faite des fonds prêtés, mais aussi la politique économique, financière et monétaire des pays endettés.

LE FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL (FMI)

En réaction aux désordres caractéristiques de la période 1930-1940, les gouvernements des grandes puissances occidentales se mettaient d'accord avant même la fin des hostilités de la Seconde Guerre mondiale sur une série de principes qui devaient régir les relations commerciales et monétaires internationales une fois la paix revenue. Ces principes étaient à l'origine des accords de Bretton Woods le 22 juillet 1944 qui, entre autres choses, instituaient le FMI, et de l'Accord général sur le commerce et les tarifs douaniers (GATT), en octobre 1947.

Le FMI est loin d'être la super banque centrale que préconisait J. M. Keynes. C'est bien plus un « pool de devises » ou un « bazar d'or et de devises ». Le FMI dispose d'un capital constitué par les quotes-parts des différents Etats membres. Il peut faire des prêts aux membres en difficulté, dont la parité monétaire se trouve menacée sur les marchés des changes. Ces prêts prennent la forme de *swaps*, c'est-à-dire de crédits croisés entre le FMI et l'Etat emprunteur (19). Dans ces conditions, le FMI dispose d'une quantité de monnaie du pays emprunteur supérieure à sa quote-part. Toutefois, le FMI ne peut élever ses avoirs dans la monnaie du pays débiteur qu'à concurrence du double de la quote-part de ce pays, ce qui limite les possibilités de recours au Fonds.

D'autre part, les quotes-parts fixées en fonction de multiples considérations — revenu national, volume du commerce extérieur, réserves d'or et de devises des pays

en question, etc. — déterminent le pouvoir de vote au Conseil des gouverneurs, qui est l'organe suprême de décision, et où chaque Etat membre dispose d'un représentant. Pour cette raison, chaque fois qu'il y a une augmentation de capital du FMI, chaque Etat s'efforce de maintenir sa part relative. En 1981, après la septième révision générale des quotes-parts respectives, le capital du Fonds était équivalent à 72 milliards de dollars. La part respective des membres les plus importants était environ de 20 % pour les Etats-Unis, 7 % pour l'Angleterre, 5 % pour la République fédérale d'Allemagne (RFA), 4,5 % pour la France, 4 % pour le Japon, et 3,5 % pour l'Arabie saoudite (20). Ces pays sont représentés de façon permanente au Conseil d'administration, organisme exécutif du Fonds, alors que les autres pays sont sélectionnés chacun à leur tour, à l'exception de la République populaire de Chine, qui fut élue membre permanent depuis son intégration au sein du Fonds, en 1980. Les décisions les plus importantes doivent être prises avec 85 % des voix, ce qui octroie aux Etats-Unis le droit de *veto*. Ainsi, tout est soigneusement organisé pour que le pouvoir financier international détenu par le FMI n'échappe pas aux grandes puissances occidentales, et encore moins aux USA.

L'utilisation des ressources du Fonds n'est pas un droit mais un privilège qui ne peut être exercé que sous certaines condi-

18. « Rapport sur le développement dans le monde », Banque mondiale, 1983.

19. Contrairement à une opinion largement répandue, le FMI n'est pas juridiquement un organisme de crédit qui prête à ses membres. Le Fonds ne fait que procéder à des échanges de monnaie. Il fournit aux pays membres qui en font la demande, et sous certaines conditions, la monnaie d'autres pays membres contre de la monnaie nationale. Ces échanges augmentent les avoirs du Fonds en monnaie des pays demandeurs et les réduisent d'un montant équivalent dans la monnaie des pays sollicités. Néanmoins, le pays demandeur s'engage à changer à nouveau, contre de l'or ou des devises, le même montant de monnaie nationale. Cf. René Sandretto, *Le pouvoir et la monnaie*, Economica, Paris, 1983.

20. Cf. Frédéric Poulon, *Economie générale*, Dunod, Paris, 1982, p. 196.

tions. Grâce à cela, le Fonds a un pouvoir de contrôle de la politique économique, financière et monétaire des pays débiteurs, contrôle qui lui permet de leur imposer la conception dominante ou celle qui est la plus en accord avec les intérêts du grand capital des principaux pays industriels. En vertu du « *sacro-saint principe de base selon lequel les pays doivent vivre selon leurs moyens* », on impose aux pays en difficulté les normes classiques de l'orthodoxie financière, qui supposent la préservation de la solvabilité des débiteurs (21). En effet, le FMI peut exiger des justifications sur les objectifs de la politique économique du pays qui sollicite une aide, il peut contrôler l'exécution du programme de stabilisation, et exercer une pression sur la politique monétaire et financière du pays, la gestion des services publics, remettant ainsi souvent en cause l'autonomie nationale dans l'établissement des conditions salariales.

Dans la conjoncture actuelle, les économistes du FMI défenseurs virulents du dogme de l'austérité, soutiennent que l'inflation est la source de tous les maux (chômage, déséquilibre extérieur, etc.), et qu'elle trouve sa raison d'être et s'alimente du laxisme monétaire et des « *politiques financières trop expansionnistes* » des différents pays (22). En conséquence, les politiques de stabilisation doivent tendre à en finir avec cette source de tous les maux, au travers de mesures de déflation qui permettent parallèlement de rétablir l'équilibre extérieur au moyen de la contraction des importations en conséquence de la réduction du rythme de l'activité économique. D'une manière générale, trois éléments caractérisent les politiques imposées par le FMI aux pays qui ont recours à son aide. Premièrement, l'instauration de mesures destinées à réduire les dépenses au moyen d'une restriction du crédit (en élevant les taux d'intérêt) et une diminution des déficits antérieurs. Deuxièmement, une forte opposition à toute tentative de défense des intérêts des travailleurs contre la rigueur de la politique d'austérité. Troisièmement, une opposition aux mesures destinées à améliorer la balance des paiements du pays concerné au moyen de barrières douanières, réglementation des importations, taux de change multiples, etc. En général, avec tout cela, le FMI exige une dévaluation de la monnaie.

Mis à part le renoncement à certains attributs fondamentaux de la souveraineté nationale, ce qui attire le plus l'attention dans la thérapie imposée par le FMI, c'est son caractère uniforme, particulièrement inadapté au contexte des pays sous-développés, antisocial et, comme si tout cela ne suffisait déjà pas, son inefficacité, c'est-à-dire son incapacité à permettre à ces pays de sortir de la crise. En effet, dans une étude élaborée par les techniciens de cette institution portant sur 75 plans de stabilisation exécutés sous la houlette du FMI, il est démontré qu'il n'y a eu augmentation de la réserve nette de devises que dans 18 cas. Cela signifie que trois pays sur quatre n'ont pas eu la moindre augmentation. Sur les 29 pro-

grammes contre l'inflation pour lesquels on avait une information pertinente, sept pays ont réussi à réduire leur taux d'inflation, c'est-à-dire que la lutte contre l'inflation menée par des mesures strictement monétaires a échoué dans les trois-quarts des cas étudiés. A l'inverse, une dégradation sur ce plan s'est manifestée dans plus de la moitié des cas étudiés (23).

Mais, pour imposer ses plans d'austérité, le FMI n'agit pas seul. Il faut souligner la participation importante et active des dirigeants des plus grandes banques privées aux activités du Fonds, dans les assemblées générales, les groupes d'experts, etc. Cela n'étonne guère, quand on sait que les banques privées assurent un volume de prêts internationaux incomparablement plus élevé que le Fonds n'a la possibilité de le faire. Les banques privées, qui assurent de loin l'essentiel du financement des déficits de la balance des paiements, mettent comme condition à l'octroi de crédits dans les situations risquées, l'ouverture préalable de crédits par le FMI. Actuellement, le FMI joue moins le rôle de « deuxième ligne de réserve » que celui de créateur en première instance de montants (relativement) faibles, mais qui permettent d'obtenir des pays en difficulté la mise en place de plans d'austérité qui les rendent dignes de l'attribution de crédits privés. Dans la pratique, les banquiers considèrent les accords de prêts du Fonds comme un certificat de bonne conduite économique du pays qui sollicite un prêt. C'est pour cela qu'avant les accords de renégociation de la dette, les banques privées — avec la complicité des autorités monétaires locales, comme dans le cas du Mexique — exigent la mise en place d'un plan d'austérité défini par le FMI. Ainsi, les banques privées internationales, les autorités monétaires nationales et les organismes financiers internationaux deviennent les principaux défenseurs du dogme de l'austérité.

LE DOGME DE L'AUSTÉRITÉ

Dans son dernier Rapport sur le développement du monde, la Banque mondiale signalait que « *les pays qui prétendent maintenir le niveau de la consommation aux dépens de l'investissement le paieront plus tard, étant donné que l'ajustement nécessaire sera alors plus difficile, ou bien ils doivent accepter une période prolongée de croissance lente* ». Au contraire, les pays qui augmentent l'épargne intérieure « *peuvent s'attendre à un ralentissement de la croissance et de la consommation pendant une période de transition, mais leur économie en sortira probablement renforcée à long terme* » (24). La recommandation est claire : « *Il faut être austère, il faut vivre selon ses moyens, il faut épargner le plus possible pour pouvoir investir et relancer la croissance.* » Dans cette perspective, l'épargne est une sorte d'assurance de survie pour le futur. Curieusement, comme le note Jacques Henry, ceci est propre au comportement animal. En effet, « *le lion met de côté quand il ne mange pas toute la proie qu'il vient de tuer, pour se constituer une résér-*

ve qu'il cache dans les arbres et qu'il pourra consommer demain, même s'il ne "produit" pas de nouvelle victime. La majorité des animaux épargne dans le sens classique du terme, c'est-à-dire qu'ils constituent des réserves pour les mauvais jours » (25). Mais les animaux n'utilisent pas de monnaie et ne font pas d'investissements productifs. Ceci amène Jacques Henry et Alain Parguez (26) à penser que les modèles économiques classiques et néo-classiques, où la monnaie et les investissements productifs sont absents et où l'épargne est un facteur causal, sont plus pertinents pour comprendre le fonctionnement du monde animal que pour faire la lumière sur celui des sociétés humaines. Malheureusement, tout le monde occidental « *s'est converti à la doctrine de l'austérité qui, telle une nouvelle Sainte-Inquisition, interdit le doute* » (27).

L'Etat, avec l'assentiment de la bourgeoisie locale, oblige les peuples à converger sur le sentier de la rigueur. De gré ou de force, les peuples doivent accepter, dans cette optique, de subir une diminution radicale de leur consommation et de leur niveau de vie, afin qu'augmentent les réserves qui alimenteront — du moins suppose-t-on — les dépenses publiques et l'investissement. Il s'agit d'instaurer une compétition de l'austérité, où le ministre des Finances proclamé vainqueur sera celui qui oblige la population de la société qu'il dirige à épargner le plus, celui qui comprime le plus son marché intérieur, celui qui contraint les entreprises à ne prévoir leurs ventes que pour les marchés extérieurs. Après tout cela, quelle est la signification de la politique d'austérité, sinon d'appauvrir suffisamment la population, afin de l'empêcher d'acheter à l'étranger ?

Malheureusement pour les théoriciens de l'austérité, les économies capitalistes contemporaines fonctionnent d'une façon différente du monde animal. Dans ces économies, comme l'ont démontré les théoriciens du circuit monétaire dynamique (28), l'épargne des familles n'augmente qu'aux dépens de la réduction du bénéfice disponible des entreprises. Le bénéfice global produit de la dette nouvelle contractée par les entreprises pour inves-

21. Cf. Déclaration de Jacques de la Rosière, directeur général du FMI, au Forum européen de l'administration, à Davos (Suisse), le 6 février 1981.

22. Le discours d'ouverture de l'assemblée générale du FMI, prononcé à Toronto par Jacques de la Rosière, le 6 septembre 1982.

23. Cf. T. Reichman et R.T. Stillson, « Experiences with Programms of Balance of Payments Adjustments : Stand-by Arrangement in the Higher Tranches 1963-1972 », FMI Staff Papers, volume 75, numéro 2, Washington, juin 1978.

24. « Rapport sur le développement dans le monde », Banque mondiale, 1983, p. 25-26.

25. Jacques Henry, « La véritable nature de l'épargne », *Economie appliquée*, 1982, numéro 3, p. 341-342.

26. Alain Parguez, « La monnaie, la demande et la crise », version miméographique, 1983.

27. Alain Parguez, « Les conséquences économiques de l'austérité », version miméographique, 1983, p. 1.

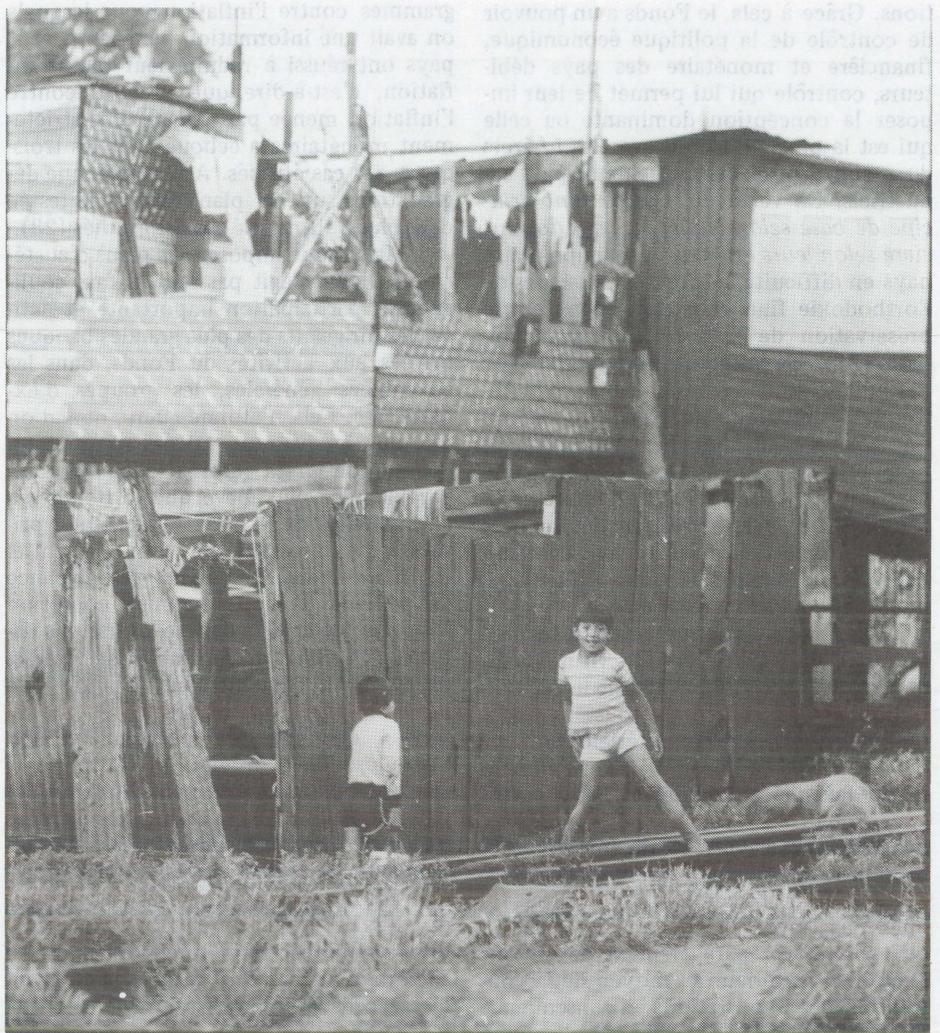
28. Alain Parguez et Frédéric Poulon entre autres.

tir en anticipant des excédents futurs, « qui mesure l'excédent brut effectivement réalisé, est formé par la monnaie-dette qui se transforme en ressource, en capital. Ce capital se répartit entre l'amortissement qui annule une dette antérieure et le bénéfice net qui mesure l'excédent net. Cet excédent net se répartit entre les banques et les entreprises, où il devient un fonds propre de financement. Comme ce fonds est une fraction du bénéfice, il est créé pour des dépenses préalables d'investissement. Il est impossible d'augmenter ce fonds sans augmentation préalable des investissements, ou sans réduction de la partie que s'approprient les banques, ou sans baisse de l'épargne » (29). L'épargne des familles, c'est-à-dire la transformation en titres financiers de la monnaie reçue sous forme de revenus, réduit le niveau du bénéfice disponible. L'austérité pour les familles bloque la formation du bénéfice des entreprises.

L'épargne, c'est-à-dire la transformation du revenu en capital financier, s'explique par une soif de capital financier de la part des familles. En effet, comme ces dernières ne contrôlent pas « leurs revenus, étant donné que l'emploi effectif est déterminé par la structure de production créée par l'investissement passé, rien ne leur garantit l'ajustement de l'emploi effectif, l'emploi "rentable", à l'emploi "social", c'est-à-dire celui qui procurerait un revenu permettant d'accéder à la structure de consommation jugée indispensable. Pour se protéger contre ce risque au niveau de l'emploi, les familles sont obligées de transformer en titres financiers une partie de l'argent reçu » (30).

Les familles achètent des titres financiers, qui ne représentent rien de plus que les dettes contractées par les entreprises et les départements financiers des banques. Ces dettes créent une rente financière, le taux d'intérêt, qui est une fraction du bénéfice net. Au fur et à mesure que le taux d'intérêt croît, la soif de rente dévore le consommateur, l'épargne augmente et les bénéfices diminuent. Le « démon de l'épargne » commence à posséder une « société régie par la mentalité de l'austérité », frappant ainsi les bénéfices des entreprises et liquidant, en conséquence, les activités productives (31).

Si, comme nous le démontrons dans la première partie de cet essai, les décisions de production sont l'élément primordial du développement de l'économie capitaliste, toute manipulation qui affecte ces décisions amènera des effets déplora- bles. Ainsi, par exemple, la politique imposée par le FMI de taux d'intérêts élevés comme instrument d'encouragement à l'épargne intérieure, a des effets désastreux sur l'économie. En effet, les taux d'intérêts élevés affectent les charges des entreprises. Celles-ci se trouvent placées face au dilemme de répercuter ou pas ces augmentations. Si elles ne le font pas, les bénéfices baissent et la rentabilité de l'entreprise est affectée. Si elles peuvent le faire, l'incidence inflationniste est maxi-



Bidonville en Argentine. (DR)

male et la compétitivité nationale dans le domaine des prix en est affectée.

En ce qui concerne la réduction du déficit du secteur public, la sacro-sainte limite de 3 % du PIB exigée par le FMI et ses défenseurs oublie que ce déficit implique un écroulement plus profond du bénéfice que les entreprises peuvent se répartir. Même si l'Etat ne dispose comme ressources que de 100 unités, il peut en dépenser 120 en ayant recours à un prêt au système bancaire (ce qui correspond souvent à une création monétaire). L'Etat anticipe donc la création de richesses qui permettraient — si ces anticipations se réalisent — de rembourser l'avance. D'une manière générale, on peut dire que les politiques monétaires restrictives comme celles qui sont proposées aujourd'hui, ou plutôt imposées par le FMI, ont des effets structurels très négatifs, particulièrement par la sélection qui est opérée entre les entreprises qui ont la possibilité de s'accommoder de ces orientations monétaires restrictives et celles qui ne l'ont pas. L'expérience a largement démontré que cette sélection se fait aux dépens des petites et moyennes entreprises qui sont en difficulté pour investir et créer des emplois.

Si les politiques d'austérité appliquées à une seule économie font déjà des dégâts, elles deviennent, lorsqu'elles sont appliquées sous le contrôle du FMI, à toutes les économies en difficulté, une véritable stratégie « optimale » pour appro-

fondir la crise. En effet, l'expérience récente a démontré que les recettes de Fonds appliquées simultanément à différentes économies conduisent à des effets cumulatifs qui s'opposent à l'expansion du commerce mondial (32). Il semble que l'on ait déjà oublié que c'est la demande des pays en voie de développement, soutenue par l'endettement, qui a limité l'amplitude de la crise dans le milieu des années 1970. Il semble que l'on ait aussi oublié l'interdépendance des économies, et le fait que l'activité économique des pays développés n'est pas insensible à l'évolution de la situation du monde sous-développé. Il semble enfin que l'on ait déjà oublié les leçons de la grande crise économique de 1929, dont l'aggravation et l'extension furent largement favorisées par les politiques déflationnistes des pays occidentaux, qui provoquèrent, entre autres choses, l'effondrement du système monétaire international. ■

Hector GUILLEN REMO,
Mexico, 15 avril 1984.

29. Alain Parguez, « La monnaie, la demande effective et la crise », op. cit., p. 12-13.

30. Op. cit., p. 15.

31. Idem.

32. Sur cette question, un gouverneur de la Banque de France faisait à juste titre le commentaire suivant : « Si le Fonds recommande à tous les pays d'exporter beaucoup mais de ne pas importer, où va-t-on trouver les marchés pour exporter ? »

La division de l'opposition lors des élections truquées de mai dernier

VOILA bientôt un an que l'ex-sénateur Benigno « Ninoy » Aquino était assassiné aux Philippines, alors même qu'il rentrait d'exil. Ce meurtre, commandité de toute évidence par de hauts dignitaires du régime et réalisé par des éléments des forces armées, avait ouvert une crise politique aiguë : des millions de Philippins ont manifesté dans la rue leur opposition au président Marcos durant les mois qui ont suivi la disparition de « Ninoy ». En manifestant ainsi en masse, des secteurs sociaux très variés exprimaient activement un rejet profond de la dictature présidentielle instaurée avec la loi martiale, en 1972 (1).

Les élections à l'Assemblée nationale (Batasang Pambasa) du 14 mai dernier offrent l'occasion de faire le point de l'évolution de cette crise et des forces politiques en présence. Face à cette échéance électorale, trois grands courants se sont dessinés : le courant pro-gouvernemental, représenté pour l'essentiel par les candidats du Kilusang Bagong Lipunan (KBL, Mouvement de la nouvelle société) créé par le président Marcos ; l'opposition « modérée », pro-américaine dans l'ensemble, qui participa aux élections ; et l'opposition « radicale », populaire et généralement de gauche, voire révolutionnaire, qui prônait le boycott de cette consultation électorale non-démocratique.

Il est difficile de juger exactement du résultat de ces élections. De nombreuses fraudes ont été dénoncées par l'opposition, concernant aussi bien l'inscription sur les listes électorales que la comptabilité des votes par la commission chargée du contrôle officiel des élections, la COMELEC. Selon les dernières estimations, sur les 183 sièges à pourvoir par voie électorale, 68 ont été gagnés par l'opposition modérée et 16 par des indépendants. Grâce à l'apport de 17 députés nommés par Marcos, le KBL s'assure 116 des 200 sièges à l'Assemblée nationale. 80 % des inscrits auraient voté. Un mois après les élections, une cinquantaine de résultats sont toujours légalement contestés.

A s'en tenir à ces résultats, les conclusions politiques de ce scrutin semblent relativement simples. Le régime a subi un revers incontestable, mais il conserve une très confortable majorité parlementaire et peut se prévaloir d'une nouvelle légitimité électorale. L'opposition modérée — qui n'avait auparavant que 13 sièges à l'Assemblée — a remporté une victoire politique significative. Par contre, l'opposition radicale qui prônait le boycott apparaît marginalisée. Une préparation « ordonnée » de l'après-Marcos deviendrait ainsi possible, en associant les dirigeants d'opposition pro-américains à la marche des affaires politiques et en isolant les courants anti-impérialistes. C'est très exactement ce que Washington pouvait espérer de ces élections législatives. Mais, à y regarder de plus près, on s'aperçoit bien vite que l'évolution réelle des rapports de forces politiques est différente de ce que les résultats officiels laissent tout d'abord percevoir, et que la crise de régime ouverte voilà un an est loin d'être colmatée.

Paul PETITJEAN

L'administration américaine, très influente aux Philippines, tenait à ce que l'opposition modérée puisse remporter un nombre suffisant de sièges à l'Assemblée pour pouvoir l'associer à une solution pacifique de la crise. Le président Marcos le savait et y était probablement résigné. Pourtant, avant les élections, lors d'une émission télévisée, il s'aventurait à annoncer que l'opposition ne remporterait pas plus de 20 sièges. Et toute la puissante machine du parti gouvernemental — le KBL comme les ressources de l'Etat — a été mobilisée pour assurer le contrôle de ces élections. Menaces, pressions et actes de terreur ont jalonné la campagne électorale. Le vote est légalement obligatoire, et la menace de sanctions à l'encontre des partisans du boycott fut une contrainte permanente. Plusieurs militants prônant le boycott ont été assassinés, d'autres blessés, ainsi d'ailleurs que des membres de

l'opposition modérée. En fait, la campagne électorale a peut-être été la plus sanglante de l'histoire des Philippines : 384 personnes ont été tuées durant la dernière semaine de campagne, dont 109 le jour même du vote.

UN POUVOIR DICTATORIAL PROFONDÉMENT CONTESTÉ

Après l'annonce des premiers résultats — particulièrement favorables à l'opposition — le président Marcos a laissé percer son désarroi et le fond de sa conception électorale en déclarant que « *les dirigeants du KBL ont dû prendre trop à la lettre nos instructions selon lesquelles l'opposition devait être autorisée à gagner un peu* » (2). Ce n'est souvent que plusieurs semaines après le scrutin que les résultats officiels ont été annoncés, et ce délai a été clairement mis à profit pour « corriger » des résultats trop défavorables au régime. C'est particulièrement

évident dans le cas de Cebu, au centre de l'archipel, qui constitue un bastion traditionnel de l'opposition. Alors que les premiers résultats indiquaient une victoire massive des candidats anti-Marcos, les chiffres annoncés une semaine plus tard donnaient 5 élus au KBL et 1 à l'opposition. Des milliers de manifestants se sont alors rassemblés pour dénoncer les fraudes électorales, exprimant leur colère contre un bâtiment administratif. La police anti-émeutes a fait usage de ses armes, tuant 3 manifestants et en blessant 8 autres.

Il est significatif que le régime ait assuré sa majorité dans des zones rurales où la guérilla communiste n'opère pas, où le poids du clientélisme est le plus fort, où les moyens de pression des notables du KBL sont les plus grands, et où il était le plus difficile à l'opposition de contrôler le déroulement du scrutin. Il est tout aussi significatif que l'opposition ait remporté 16 des 21 sièges de la capitale, Metro-Manila, malgré les efforts déployés par la très puissante femme du président, Imelda Marcos, gouverneur du Grand Manille. Plus qu'ailleurs, les conditions étaient là réunies pour assurer la régularité du vote.

Sous la pression de la crise, des clivages sont apparus au sein même du gouvernement et du KBL. Le Premier ministre César Virata, homme de confiance de la Banque mondiale, est ouvertement critiqué par les hommes d'affaires du clan Marcos. Dans l'état-major, la rivalité entre les généraux Ver et Ramos se confirme. Dans ce contexte, Marcos maintient, voire renforce à nouveau, ses pouvoirs présidentiels personnels. Il s'était, dès avant les élections, arrogé le droit de nommer 17 membres de l'Assemblée nationale en plus des 183 élus. Au vu des résultats, il a décidé de s'accorder le droit d'en nommer 18 à 20 autres, en plus des 17 premiers, si nécessaire. Et, de façon générale, l'amendement constitutionnel numéro 6, d'octobre donne le pouvoir à Marcos de créer des lois par décret, s'il juge que l'Assemblée nationale « *n'a pas su ou est incapable d'agir adéquatement sur toute question qui, pour une raison quelconque, réclame à son avis une action immédiate.* »

C'est donc dans le contexte d'élections qui n'étaient ni libres ni démocratiques, et dans le cadre d'un régime de dictature présidentielle, qu'il faut prendre la mesure des résultats de l'élection du 14 mai. Ce scrutin confirme qu'une importante proportion de la population est entrée en opposition déclarée au président, après l'assassinat de Benigno Aquino, et qu'elle le reste. Mais, pour comprendre comment cette opposition de masse s'est manifestée, à la fois par le succès de la campagne militante de boycott menée avant le 14 mai et par le succès électoral des candidats de l'Organisation démocratique nationaliste unifiée (UNIDO) et du Parti démocratique philippin-Combat (PDP-Laban), il faut revenir sur ce qui a

1. Pour l'analyse générale de cette crise, voir *Inprecor* numéro 157 du 26 septembre 1983, numéro 158 du 10 octobre 1983 et numéro 169 du 19 mars 1984.

2. Cité dans *Solidaridad II*, News Supplement, juin 1984, p. 1.

fait l'unité puis la division des forces anti-Marcos, et sur l'évolution de la politique américaine aux Philippines (3).

L'OPPOSITION : DE L'UNITÉ A LA DIVISION

L'opposition de masse active au régime Marcos ne date pas de l'assassinat de Benigno Aquino. Elle s'est manifestée depuis longtemps dans la croissance d'un mouvement anti-dictatorial au sein de l'Eglise et par le développement des mouvements révolutionnaires clandestins, le Parti communiste des Philippines (PCP), la Nouvelle armée du peuple (NPA) et le Front démocratique national (NDF). Mais elle s'est brusquement élargie socialement et politiquement après le meurtre de « Ninoy ». La petite bourgeoisie urbaine et une partie importante des milieux d'affaires sont entrés en dissidence ouverte et sont descendus dans la rue.

Pendant plusieurs mois, toutes les composantes sociales et politiques d'opposition se sont retrouvées côte à côte dans d'immenses manifestations autour de mots d'ordre anti-présidentiels et anti-dictatoriaux. De vastes regroupements se sont constitués, tel que le mouvement Justice pour Aquino, Justice pour tous (JAJA) et le Congrès du peuple philippin (KOMPIL), qui exprimaient sur le plan organisationnel cet éventail unitaire allant de secteurs pro-américains de la grande bourgeoisie philippine jusqu'à la gauche révolutionnaire anti-impérialiste. JAJA était animé avant tout par des secteurs progressistes, mais regroupait, selon l'ex-sénateur José Diokno, qui est le président de son comité exécutif, 85 organisations, soit, par leur intermédiaire, « plusieurs millions de personnes » (4). Orienté autour de 7 revendications démocratiques fondamentales, JAJA a joué un rôle d'éveil et de politisation de secteurs larges de la population urbaine. KOMPIL, organisé essentiellement au sein des classes moyennes, et dont le centre de gravité est moins radical, a élu symboliquement, en janvier 1984, un conseil de dirigeants de 15 membres, alternatif au gouvernement Marcos, parmi lesquels Horacio Morales, ancien haut-fonctionnaire aujourd'hui en prison sous l'accusation d'être le président du Front démocratique national clandestin. Parmi les suppléants figuraient aussi José Maria Sison, emprisonné sous l'accusation d'être le président du Parti communiste des Philippines, et le père Conrado Balweg, qui exerce son ministère dans la guérilla dirigée par le PCP...

L'unité de l'opposition est une première fois mise en cause lorsque le régime annonce l'organisation d'élections à l'Assemblée nationale. Les secteurs populaires de l'opposition optent d'emblée pour une position de boycott. Telle est notamment la position de l'Alliance nationaliste (dont le président et porte-parole est Lorenzo Tanada, homme politique âgé et respecté), qui regroupe avant tout des organisations de masse diverses (5). Par contre, l'UNIDO penche tout de suite pour la participation. La rupture est provisoirement évitée, l'unité se refaisant autour d'une cam-



Novembre 1983 : manifestation à Manille contre le régime Marcos. (DR)

pagne intitulée « Boycott à moins que », conditionnant la participation aux élections à la réalisation préalable de 6 mesures démocratiques élémentaires, dont la libération des prisonniers politiques et la levée des pouvoirs spéciaux du président.

La rupture de l'unité de l'opposition intervient néanmoins quand la campagne de « Boycott à moins que » arriva à son terme, le jour de la Saint-Valentin, trois mois avant les élections du 14 mai. Sur le fond, le régime rejeta les 6 revendications démocratiques mises en avant par l'opposition unifiée. Lors d'un rassemblement de masse organisé comme une longue nuit de veille, les secteurs populaires, anti-impérialistes, révolutionnaires et démocratiques radicaux de l'opposition, annoncèrent l'ouverture de leur campagne de boycott. Mais, dans les jours qui ont suivi,

la grande majorité des formations bourgeoises de l'opposition traditionnelle — regroupées notamment dans UNIDO — optèrent pour la participation à la consultation électorale.

Le régime Marcos, et avec lui Washington, ont ainsi marqué un point, l'opposition se battant dorénavant en ordre dispersé. Le bon grain (à savoir les forces oppositionnelles pro-américaines) pouvait ainsi être séparé de l'ivraie (les forces anti-impérialistes). C'est précisément dans cette optique que la décision d'organiser des élections parlementaires avait été prise.

L'opposition s'est divisée sur cette importante échéance pour des raisons profondes. Le clivage s'est en effet opéré le long d'une ligne de partage sociale et politique. Dans le camp de la participation aux élections se retrouvait en effet la

3. L'UNIDO (sigle anglais de l'Organisation démocratique nationaliste unifiée) regroupe 12 formations politiques de l'opposition traditionnelle. Le PDP-Laban (Parti démocratique philippin-Combat) a repris le flambeau du parti Laban lancé par Benigno Aquino en 1978. Outre la veuve d'Aquino, Corazon, on trouve à la tête de ce parti des hommes d'affaires comme José Cojuangco. L'UNIDO est dirigée par des politiciens traditionnels, comme Salvador Laurel et Eva Estrada Kalaw. Mais on trouve aussi dans l'opposition modérée des hommes politiques bénéficiant d'une assise locale, comme Narciso Pimentel et Homobono Adassa, dans l'île de

Mindanao.

4. Interview publié dans *Veritas*, du 18 au 24 décembre 1983.

5. L'Alliance nationaliste a pour nom complet Alliance nationaliste pour la justice, la liberté et la démocratie (NAJFD dans son sigle anglais, ou NA en abrégé). Elle est fondamentalement constituée par la coordination de diverses « alliances régionales » qui regroupent des organisations locales de masse (syndicats et associations) à l'orientation généralement lutte de classe. Constituée officiellement après l'assassinat de Benigno Aquino, elle était en fait en voie de formation depuis un ou deux ans déjà.

grande majorité des groupes d'opposition traditionnels et bourgeois, des milieux d'affaire du centre financier de Makati (la « city » de Manille), et la veuve de Benigno, « Cory » Corazon Aquino. Dans le camp du boycott, outre « Butz » Aquino, frère de Benigno (lui-même un homme d'affaires) et un politicien traditionnel comme l'ex-sénateur Manglapus, dirigeant du Parti libéral exilé aux Etats-Unis, se retrouvent l'Alliance nationaliste, les organisations de masse comme les syndicats indépendants ou les associations populaires, les personnalités nationalistes et démocrates comme José Diokno, les formations progressistes des milieux intellectuels comme le Mouvement pour la souveraineté nationale et la démocratie (KAAKBAY) (6).

On peut aisément déceler quatre divergences essentielles qui expliquent cette profonde division de l'opposition face à l'échéance des élections de mai 1984. Les formations bourgeoises traditionnelles regroupées dans l'UNIDO sont faiblement structurées et n'ont pas de base de masse organisée. Sur le terrain de la lutte de masse, elles jouent perdantes face aux forces de gauche anti-impérialistes. Mieux, elles ont besoin d'une telle échéance, car ce sont avant tout des formations électorales. Sur ce terrain-là, celui des élections, elles peuvent reconstituer leurs forces. Par contre, la gauche anti-impérialiste n'est pas encore en mesure d'agir efficacement dans le cadre d'une élection législative toujours étroitement contrôlée par le régime.

Plus profondément, l'opposition bourgeoise se satisfait d'autant plus facilement de la perspective électorale déterminée par le régime qu'elle n'a pour perspective que des réformes limitées : le remplacement de Marcos, la fin du monopole politique détenu de fait par le KBL, l'éviction des hommes d'affaires du clan Marcos d'un certain nombre de positions économiques, etc. Par contre, la gauche nationaliste, depuis son aile non-communiste personnifiée par l'ex-sénateur Diokno jusqu'au PCP, vise quant à elle à un véritable changement de régime, ce qui implique la constitution d'un rapport de forces en termes de luttes sociales et de résistance face à la répression. La campagne de boycott a été décidée dans cette optique.

La division de l'opposition était d'autant moins évitable, début 1984, que la crise économique se faisait de plus en plus aiguë. Les patrons et le mouvement ouvrier (UNIDO et syndicats indépendants) ne répondent évidemment pas de la même façon aux échéances économiques et sociales. Or, fin 1983 début 1984, la situation nationale n'est plus seulement dominée par les suites politiques de l'assassinat de Benigno Aquino. Toutes les forces politiques et sociales doivent répondre à la dévaluation du peso, à la découverte des malversations du régime en matière financière, à l'intervention croissante du Fonds monétaire international (FMI) dans la détermination des orientations économiques du pays, à la dette extérieure et à l'inflation croissantes, aux banqueroutes

réelles ou feintes de milliers d'entreprises, aux licenciements de dizaines de milliers de travailleurs. Les échéances économiques et sociales s'imposent de plus en plus au même niveau que les échéances politiques.

Enfin, l'opposition se divise concrètement sur la question de l'attitude à adopter vis-à-vis des Etats-Unis. L'opposition bourgeoise obtient d'importantes garanties de Washington et de l'ambassade US aux Philippines. Elle sait que le gouvernement américain peut l'aider à tirer profit des élections législatives. La gauche anti-impérialiste sait au contraire que Washington voit en elle l'ennemi à isoler et à abattre, et que les élections sont organisées dans cette perspective.

L'ÉVOLUTION DE LA POLITIQUE AMÉRICAINE

Depuis plusieurs années, l'administration américaine était divisée sur la politique à avoir vis-à-vis des Philippines, le pays d'Asie du sud-est où l'influence directe de Washington est la plus grande. Fallait-il se contenter de soutenir Marcos sans faiblir ou, devant le renforcement des forces communistes, fallait-il préparer activement une réforme démocratique du régime ? Benigno Aquino représentait une carte, la meilleure, qui pouvait être jouée dans la perspective d'une réforme du régime, d'une préparation de l'après-Marcos. C'est très probablement pour cela qu'il est rentré aux Philippines, et c'est très probablement aussi pour cela qu'il a été abattu à l'instant même où il descendait d'avion.

Jusqu'à l'assassinat d'Aquino, il semble que ce soit l'option de Ronald Reagan, celle du soutien sans faille au dictateur Marcos, qui l'ait emporté. Mais la crise ouverte par ce meurtre a forcé la Maison-Blanche à modifier partiellement ses orientations. L'entrée massive dans l'opposition active d'une partie importante des milieux d'affaires — Aquino était considéré comme l'un des leurs — eut beaucoup d'implications, nationales d'abord, avec l'érosion rapide des assises sociales du régime, et internationales ensuite, par la crise de confiance qu'elle fit naître à l'égard d'un régime par ailleurs endetté jusqu'au cou. Dans ce contexte, la croissance de la NPA et du PCP, comme celle du NDF, devenait particulièrement inquiétante. En même temps, le renforcement de l'aile anticommuniste de l'opposition à Marcos permettait d'offrir un débouché « responsable » aux sentiments démocratiques des masses, exacerbés par le meurtre de Benigno Aquino.

Les élections à l'Assemblée nationale philippine ont été explicitement analysées, aux Etats-Unis, dans cette optique. Elles devaient permettre la réintégration dans la vie politique du pays de forces vives des milieux d'affaires et des classes moyennes qui en avaient été exclues par le pouvoir familial de Marcos. Ainsi pourrait être détachée l'opposition pro-américaine de l'opposition révolutionnaire, et réunifiée une « élite » bourgeoise pour consolider un gouvernement à même de

lutter efficacement contre l'insurrection communiste. C'est notamment ce qu'a très clairement exprimé un membre de la Chambre des représentants américaine, Solarz, en déclarant, le 24 octobre 1983 : « Je crois que ces élections (de mai 1984) peuvent constituer un tournant historique pour les Philippines. Au moment où il existe un soutien croissant dans ce pays à l'égard de la Nouvelle armée du peuple dominée par les communistes (...), cela peut être la dernière occasion de montrer au peuple philippin qu'un changement pacifique est possible dans son pays. (7) » Tout aussi clairement, John Monjo, vice-secrétaire d'Etat adjoint pour l'Asie orientale déclarait, le 7 février 1984 : « Nous espérons que les dirigeants philippins responsables du gouvernement, de l'opposition et du secteur privé feront des efforts supplémentaires pour faire de ce processus électoral un véritable moment clef dans le processus de normalisation politique. Si ces élections sont un succès, elles peuvent être le moyen d'intégrer à une vie politique démocratique toute une nouvelle génération de fonctionnaires. (8) »

L'un des grands problèmes auxquels l'administration américaine est confrontée aux Philippines consiste en effet dans le vide politique et l'absence de relève créés par le régime de dictature familiale imposé par le clan Marcos sur le pays. Comme l'écrivent des journalistes de la *Far Eastern Economic Review*, « nombre de jeunes dirigeants potentiels, durant les années de loi martiale, se sont décidés à mener leur combat dans les montagnes avec le Parti communiste des Philippines plutôt que de devoir s'affronter à la frustration d'une contestation de Marcos par des moyens légaux » (9).

LE RENFORCEMENT DES OPPOSITIONS

Les élections de mai 1984 ont donc été pensées, à Washington, dans le cadre d'une politique systématique de contre-insurrection. Et c'est dans cette optique que l'opposition anticommuniste a reçu les garanties nécessaires à sa participation au jeu électoral. Mais, pour comprendre le relatif succès de sa campagne, il faut aussi tenir compte des réactions différenciées de la population à la perspective d'une élection où des opposants pouvaient bel

6. Le Mouvement pour la souveraineté nationale et la démocratie (KAAKBAY) est organisé autour d'une plate-forme clairement anti-impérialiste, et existe essentiellement à Manille dans les milieux de l'intelligentsia. L'ex-sénateur Diokno est l'un de ses dirigeants. Ce n'est pas un parti politique, mais un mouvement qui vise à contribuer à organiser un secteur social particulier.

7. *Congressional Record*, 24 octobre 1983. Cité par Walden Bello et Edward S. Herman, « US-Sponsored Elections: the Philippine Example », document ronéoté, p. 6.

8. J. Monjo, « Statement before the House Foreign Affairs Subcommittee on East Asia and the Pacific », Washington DC, 7 février 1984, p. 10, cité par Bello et Herman, *idem*, p. 7.

9. Guy Sacerdoti et Rodney Tasker, « Marcos stays in the driving seat », *Far Eastern Economic Review*, 21 juin 1984, p. 29.

et bien être élus en nombre. C'est en effet seulement ainsi que l'on peut comprendre le développement simultané des deux grands courants d'opposition, l'un principalement anticommuniste et l'autre anti-impérialiste.

Avec la crise politique ouverte par l'assassinat de Benigno Aquino, le champ d'implantation potentiel des forces d'opposition s'est brusquement considérablement élargi. De nouveaux secteurs de la population se sont mobilisés quasi-spontanément. Aucune force politique n'était en mesure de les organiser immédiatement, le PCP et le NDF, à cause de leur caractère clandestin et du nombre réduit de leurs cadres implantés dans les couches intermédiaires, les autres courants de la gauche anti-impérialiste parce qu'ils n'ont chacun que des forces très limitées sur le plan national, les partis de l'opposition bourgeoise traditionnelle parce qu'ils sont vieillissés et généralement réduits à des formations électorales marginalisées par le régime. Un vaste espace s'est donc ouvert au sein duquel tous les courants d'opposition peuvent durablement se renforcer simultanément, chacun sur son terrain privilégié.

de participer aux élections les « moins truquées » depuis la loi martiale semble avoir été très vivace. Et cela a certainement joué dans le succès de l'UNIDO-PDP-Laban. En témoigne d'ailleurs le rôle clé joué par un organisme parallèle de contrôle du scrutin, le Mouvement national des citoyens pour des élections libres (NAMFREL) (10). Malgré le danger de répression, il y eut peut-être 20 000 personnes qui participèrent activement au contrôle des urnes le jour du scrutin, et cela a certainement forcé le gouvernement à limiter les fraudes dans un certain nombre d'endroits, comme à Manille. Le NAMFREL a pris l'allure d'un mouvement de citoyens qui dépasse largement les groupes politiques qui présentaient les candidats d'opposition. C'est un phénomène politique à prendre en compte.

Il importe, pour juger du succès de la campagne de boycott, de souligner que cette aspiration à voter était prévue par nombre des tenants du boycott. Randolph David, enseignant à l'Université des Philippines et dirigeant de KAAKBAY, déclarait, le 7 janvier 1984 : « Je crois que l'on peut considérer comme certain qu'en fait beaucoup de nos concitoyens désire-

d'emporter une majorité à l'Assemblée, et que grâce à cette majorité, il sera possible de démanteler la dictature Marcos. (11) » Mais les tenants du boycott avançaient deux arguments principaux en réponse aux partisans de la participation au scrutin. Tout d'abord que le régime conserverait suffisamment le contrôle des élections pour s'assurer une majorité, même si l'opposition remportait une minorité significative de sièges. Ensuite, que l'objet des élections était de faire quitter la rue à la contestation populaire en l'orientant vers les urnes tout en préparant une solution « américaine » à la crise traversée par le régime Marcos (12). L'objectif premier de la campagne de boycott devenait donc le maintien de la mobilisation de rue, et l'éducation politique de nouveaux secteurs de masse que cela signifiait.

Du point de vue de l'affirmation politique dans les grands centres urbains, l'opposition pro-américaine a marqué un point durant la campagne électorale et a probablement infligé un recul partiel et temporaire à l'influence du NDF et des forces anti-impérialistes (13). Mais du point de vue de l'élargissement militant du mouvement de masse, la campagne de boycott semble bel et bien avoir permis des mobilisations très importantes. Du 1er au 7 mars 1984 par exemple, deux colonnes de marcheurs, venant du sud et du nord de l'île de Luzon, ont convergé sur la capitale. A l'arrivée de cette marche, ils étaient 100 000 paysans et habitants de Manille réunis dans un immense meeting. Le 1er mai, ils étaient 60 000 travailleurs rassemblés dans la capitale à l'appel du Mouvement du 1er mai (KMU) (14) et de la Coalition nationale des travailleurs contre la pauvreté (PMPK), le plus gros rassemblement ouvrier depuis la Seconde Guerre mondiale. Et ce, alors que la direction du mouvement syndical indépendant avait été durablement affaiblie par la répression déclenchée voilà deux ans, qui conduisit à l'arrestation de Bert Olalia, mort en 1983 peu après avoir été libéré, à la suite de 8 mois d'incarcération. La multiplication de « marches » en masse, ces six derniers mois, a permis de toucher de très nombreux villages et bourgades, et de mobiliser un très grand nombre de personnes.

Dans des conditions très difficiles du fait de la crise économique, des grèves se poursuivent, comme dans la zone franche de Bataan, en face de Manille. La répression de ces actions est très dure, ce qui



Commémoration de masse de l'anniversaire posthume d'Aquino. (DR)

Or, la perspective électorale ne prenait pas la même signification suivant les différents secteurs sociaux ou les différentes régions du pays. Dans les zones de guérilla, le boycott a, semble-t-il, naturellement été massivement suivi. De façon générale, l'élection n'a jamais signifié grand chose pour la majorité des paysans ou des ouvriers, si ce n'est une obligation légale et, surtout, une obligation par rapport aux notables locaux généralement membres du KBL. Dans des secteurs importants des couches intermédiaires urbaines, par contre, une tradition et une aspiration à la démocratie électorale existent. De tous les pays de la région, les Philippines est celui qui a connu la plus vivante tradition électoraliste, fut-elle clientéliste. La loi martiale a coupé court à la « libre » confrontation de partis concurrents et imposé l'étouffoir de la dictature familiale. Parmi ces couches-là, la volonté

ront participer aux élections à l'Assemblée, en mai, parce qu'ils veulent traduire dans un acte concret tout leur ressentiment et leur colère (...). De plus, beaucoup de nos compatriotes sont convaincus que, dans les circonstances actuelles, l'opposition a des chances importantes

10. Le Mouvement national des citoyens pour des élections libres (NAMFREL) est dirigé notamment par José Concepcion, ex-président de la Chambre du commerce et de l'industrie, avec le soutien du Makati Business Club d'Enrique Zobel, magnat de la finance.

11. Randolph S. David, « No Participation in Elections under a Dictatorship », in *Boycott*, publié par JAJA, p. 12.

12. Voir par exemple la déclaration de la Coalition des organisations pour la restauration de la démocratie (CORD), in *Solidaridad II*, News Supplement, mai 1984.

13. C'est du moins ce qu'auraient déclaré des cadres du PCP à Guy Sacerdoti, « Red Army on the march », *Far Eastern Economic Re-*

view, 28 juin 1984, p. 40. Pour le développement de la NPA dans le sud de l'archipel, voir aussi : Rodney Tasker, *Elusive Law and Order*, Feer, 4 juillet 1984.

14. Le Kilusang Mayo Uno (KMU) ou Mouvement du 1er mai est une confédération de lutte de classe, indépendante. La Coalition nationale des travailleurs contre la pauvreté (PKMK) est un regroupement de confédérations syndicales comprenant notamment le KMU et des fédérations affiliées à la Fédération syndicale mondiale (FSM), comme le syndicat TUPAS. Le fait que le PKMK ait appelé à ce 1er mai manifeste une nouvelle dynamique unitaire dans le mouvement syndical.

aurait conduit une unité « hirondelle » de la NPA spécialisée dans de petites opérations-éclair, à abattre un général de police, Tomas Karingal, coupable d'avoir donné l'ordre d'ouvrir le feu sur un piquet de grève, faisant tuer deux travailleurs et en blessant sérieusement plus de dix autres. Si le rôle du PCP dans cette exécution est confirmée, cela indiquerait peut-être que la NPA a dorénavant décidé d'assurer des opérations punitives, en nombre limité, jusque dans les principaux centres urbains du pays. Elle s'y était refusée jusqu'alors. De façon générale, les forces de la NPA auraient continué à croître de manière significative durant les mois écoulés. C'est dans l'île de Mindanao, au sud, et au nord de l'île de Luzon, que ces forces ont été les plus actives durant la période électorale.

Finalement, et sur le strict plan électoral, à en croire les chiffres officiels eux-mêmes, 9,5 millions de personnes ne seraient pas inscrites sur les listes électorales ou ne seraient pas venues voter. On estime par ailleurs à environ 2 millions le nombre de ceux qui ont mis un bulletin nul dans l'urne.

UNE CRISE QUI S'APPROFONDIT

Le résultat des élections de mai 1984 souligne une fois encore la difficulté à unifier, dans une même perspective et sous une même direction révolutionnaire, des secteurs des masses paysannes et ouvrières, pour lesquels les élections nationales n'ont que peu ou pas de signification concrète, et d'autres, notamment dans les centres urbains, pour lesquels la participation aux élections représente une aspiration vivante. Le Parti communiste des Philippines discuterait, dans cette optique, de la politique à suivre à l'occasion des élections aux postes de maires et de gouverneurs, prévues pour 1986.

Mais beaucoup dépendra de toute façon de l'évolution générale de la situation dans l'année qui vient. La politique de Washington, qui vise à réformer le régime tout en assurant sa continuité, et à réunifier une élite bourgeoise divisée, va se heurter à de solides obstacles.

Tout d'abord, à des obstacles inhérents au régime lui-même. Les barons du clan Marcos ne semblent pas prêts à céder une part significative du gâteau du pouvoir à leurs concurrents politiques et économiques. Au contraire, un homme comme Eduardo Cojuangco, par exemple consolide notablement ses positions. Depuis plusieurs années à la tête d'un empire dans la production et la commercialisation de la noix de coco, il a maintenant pris le contrôle d'une autre entreprise de première grandeur, qui appartenait à la bourgeoisie traditionnelle d'origine espagnole, le trust de la bière San Miguel, avec ses ressources financières, mais aussi son extraordinaire réseau de distribution dans tout l'archipel.

Mais la politique de l'impérialisme américain va aussi se heurter à des obstacles économiques. Sous l'égide du FMI, le gouvernement philippin vient de procéder



« Justice pour Ninoy ! Justice pour toutes les victimes de la répression politique et du terrorisme militaire ! », septembre 1983.

à une nouvelle dévaluation de fait du peso, qui « flotte » maintenant à trois taux différents : 18 pesos pour 1 dollar US pour des achats prioritaires, 19,80 pesos pour les autres transactions légales, et 24 pesos au marché noir. Selon toutes proba-

tion chien fou », copiée sur le plan Phœnix de triste mémoire appliqué au Vietnam, et qui signifierait l'assassinat sélectif des opposants jugés dangereux. Or, une unité spéciale de police, réorganisée le 18 juin dernier par le président Mar-



« A bas la loi martiale ! Luttons pour la démocratie ! », campagne électorale d'avril 1978. (DR)

bilités, une nouvelle dévaluation devrait intervenir d'ici à la fin de l'année. Or, la spirale de l'inflation prend des dimensions dramatiques pour la population laborieuse. Les prix des principaux produits de première nécessité ont grimpé de 20 à 30 % dans les jours qui ont suivi l'augmentation de 26 % du prix de l'essence, le 6 juin dernier. Même les produits dont les prix sont contrôlés, le riz, les produits laitiers, etc., ont aussi augmenté de 12 %. En six mois, le coût de la vie a ainsi cru de plus de 50 %.

Avec une dette extérieure de 25,6 milliards de dollars (217,6 milliards de francs) et les directives du FMI, la politique gouvernementale ne peut donc que se faire plus répressive encore en la matière. On s'inquiète beaucoup, dans les milieux de l'opposition, de la mise en œuvre progressive aux Philippines d'une « Opé-

cos, a sommairement abattu 24 personnes en une semaine, qualifiées de « droits communs » par la police. Pourtant, le chef de cette même police, le major-général Prospero Olivas, a quant à lui laissé entendre qu'il s'agissait de membres de la NPA et de collecteurs de fonds communistes (15).

La crise sociale, politique et économique des Philippines se poursuit. Les luttes démocratiques et révolutionnaires, comme la répression, aussi. La solidarité s'affirme donc comme une tâche toujours plus pressante.

Paul PETITJEAN,
1er juillet 1984.

"Le peuple kanak organisera lui-même sa décolonisation"

Interview de Eloi Machoro, dirigeant du Front indépendantiste

L'ADOPTION en première lecture, le 29 mai à l'Assemblée nationale française et en présence d'une vingtaine de députés seulement, d'un statut d'autonomie interne pour la Nouvelle-Calédonie (Territoire d'outre-mer — TOM — de 160 000 habitants, situé dans l'océan Pacifique à 20 000 kilomètres de Paris) laissant l'essentiel des pouvoirs à la puissance coloniale, risque fort de marquer un tournant dans les conditions de la lutte que mène le Front indépendantiste (FI) — regroupement d'organisations anticoloniales du peuple kanak créé en 1979 — autour de la revendication d'indépendance kanake et socialiste (1). Jusqu'à ce jour, ce peuple autochtone colonisé — minorisé dans son propre pays par une politique consciente d'immigration européenne (anciens colons venant d'Indochine et d'Algérie) et régionale (Wallisiens et Asiatiques), et qui représente aujourd'hui moins de 45 % de la population de l'île — avait toujours inscrit son combat dans le cadre de l'utilisation des institutions coloniales. Dans ce contexte, le FI avait fondé beaucoup d'espoirs sur les possibilités d'obtenir une évolution vers l'indépendance par la négociation, à la suite de l'installation du gouvernement de François Mitterrand. Ce dernier n'était-il pas, en effet, principalement composé de représentants de partis politiques (PS et PCF) qui s'étaient prononcés en faveur du droit à l'autodétermination du peuple kanak et du combat du FI ?

Après avoir tergiversé pendant plusieurs années, le gouvernement français, par le statut qu'il vient de faire adopter, démontre clairement son refus de reconnaître non seulement le droit à l'autodétermination du peuple kanak, mais l'existence même d'une question coloniale en Nouvelle-Calédonie. Prenant acte de l'immigration coloniale, les représentants du PCF et du PS au gouvernement, qui la dénonçaient très justement il y a quelques années, l'avalisent aujourd'hui en affirmant qu'il faut considérer sur pied d'égalité les différentes ethnies du pays (colons blancs, immigrés de fraîche date, peuple autochtone). Le gouvernement s'oppose ainsi à toute réforme électorale, et notamment à celle proposée par le FI de ne reconnaître le droit à se prononcer sur le sort du pays qu'aux personnes dont les parents y sont nés, ce qui représente les Kanaks et les colons blancs qualifiés de « victimes de l'histoire » par le FI, mais non les émigrés récents. Il s'agit ainsi de simplement reporter toute échéance décisive après les élections législatives de 1986, en maintenant jusque-là intacte la domination coloniale. PCF et PS assurent donc le maintien des conditions d'une éventuelle passation des responsabilités coloniales à la droite, dans le cas où celle-ci remporterait les élections de 1986. En attendant, le statut de large autonomie interne est une solution d'immobilisme qui signifie le maintien entre les mains de la puissance coloniale de tous les pouvoirs décisionnels.

Mais ce projet représente aussi une tentative de mettre à profit la période jusqu'en 1989 pour diviser politiquement et socialement le peuple kanak et ses représentants, notamment en accélérant l'accession des Kanaks à la propriété privée de la terre. C'est en effet pour 1989 seulement qu'est prévue une

consultation de la population sur le statut de l'île et, éventuellement, sur l'indépendance.

Après le revers que la lutte du peuple kanak vient de subir auprès du gouvernement français, un nouvel élan de radicalisation pourrait se faire jour dans la population kanake, de même qu'une clarification politique au sein même du mouvement indépendantiste. Ayant jusque-là beaucoup tablé sur la négociation avec le gouvernement Mitterrand, sans toujours manier habilement la dialectique de la participation aux institutions coloniales et de la mobilisation des masses, le FI se trouve aujourd'hui confronté à l'évidence au fait que la lutte pour l'indépendance kanake et socialiste passe par la création d'un rapport de forces avec l'Etat français, au travers de la mobilisation des masses populaires intéressées à cet objectif. Cela va sans doute amener le FI à se pencher, lors d'une prochaine convention nationale, sur l'étude d'une nouvelle stratégie de lutte et d'organisation de la population, et sur une réflexion approfondie de ses références programmatiques. L'issue de cette discussion déterminera en grande partie l'évolution de la lutte indépendantiste en Nouvelle-Calédonie.

L'existence aujourd'hui de six organisations indépendantistes différentes est un obstacle de taille pour la lutte, d'autant plus qu'elle se double d'une limitation générale de l'élaboration politique en ce qui concerne le contenu exact des institutions et des orientations du futur pays indépendant. La référence au socialisme reste quant à elle la plupart du temps assez vague. Comme l'ont montré toutes les révolutions coloniales victorieuses, l'unité anticoloniale la plus large est nécessaire pour obtenir l'indépendance. Mais le maintien de cette unité d'action systématique ne doit pas empêcher les militants les plus radicaux d'avancer dans la définition d'orientations programmatiques soucieuses de préserver la dynamique populaire de la lutte et du contenu des futures institutions de l'Etat indépendant, sa transcendance socialiste.

Quelques jours après le vote à l'Assemblée nationale, nous avons interrogé Eloi Machoro, dirigeant de l'Union calédonienne (UC), composante du FI, et membre de la délégation indépendantiste venue plaider la cause du peuple kanak à Paris. Cette délégation a eu un entretien avec des représentants de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR, section française de la IVe Internationale), qui donna lieu à l'adoption d'un communiqué commun, et a également pris la parole lors du « Rassemblement des travailleurs contre l'austérité », organisé en mai dernier à Paris. Nous reproduisons ci-dessous l'interview qu'Eloi Machoro a bien voulu accorder à *Inprecor*. ■

V.K.,
5 juillet 1984.

1. Pour une analyse plus détaillée de la situation coloniale en Nouvelle-Calédonie et de la genèse du mouvement indépendantiste, se reporter à *Inprecor* numéro 115 du 21 décembre 1981, et numéro 142 du 31 janvier 1983, ainsi qu'à un dossier paru dans *Critique communiste*, revue mensuelle de la LCR, numéro 9, juin 1982.

« INPRECOR » : — Quelle est l'analyse du Front indépendantiste (FI) sur le projet gouvernemental de statut pour la Nouvelle-Calédonie ?

Eloi MACHORO : — Ce statut est un nouvel acte colonial de la part du gouvernement français. Soumis à l'Assemblée

territoriale de Nouvelle-Calédonie pour un simple avis dont il ne sera pas forcément tenu compte à l'Assemblée nationale française, il impose au peuple kanak son devenir pour les cinq ans à venir, cela étant contraire au droit à l'autodétermination reconnu au peuple kanak par le gouvernement lui-même. L'interprétation

gouvernementale de la rencontre de Nainville-les-Roches, qui sert de base à ce statut, est fautive (2). Le peuple kanak y avait proposé l'extension du droit à l'autodétermination aux seules « victimes de l'histoire » coloniale de la France en Nouvelle-Calédonie, qu'il a définies comme étant les « personnes nées sur le territoi-

re d'un père ou d'une mère nés sur le territoire de la Nouvelle-Calédonie ». Or, le gouvernement étend maintenant unilatéralement ce droit à tous les immigrés de longue ou de fraîche date arrivés sur le territoire.

Le statut proposé n'est ni évolutif, ni spécifique, ni transitoire. On ne peut parler d'évolution quand les compétences et les pouvoirs de l'Etat restent strictement les mêmes que ceux définis par le statut actuellement en vigueur, encore aggravés dans la présente proposition par les matières qui ont fait l'objet des ordonnances gouvernementales. Ce statut ne comporte aucune spécificité, étant donné qu'il n'y a qu'une institutionnalisation factice et purement consultative d'une réalité coutumière.

L'objectif affiché, l'autodétermination en 1989, est de plus aléatoire. Ni le gouvernement actuel ni le secrétaire d'Etat aux DOM-TOM (Départements et Territoires d'outre-mer) ne peuvent être assurés de se trouver toujours en place après les législatives de 1986 pour garantir la continuité de ce statut. Or, la loi-cadre appliquée par exemple en 1958 en Nouvelle-Calédonie (qui a conduit à l'indépendance formelle des ex-colonies françaises d'Afrique noire, ndlr.) a été supprimée en 1963 par la nouvelle majorité qui s'était créée en métropole.

Enfin, ce statut repose sur des élections qui ne font l'objet d'aucune réforme préalable du corps électoral. Le peuple kanak a été minorisé par une immigration massive impulsée par la France. Sans réforme du corps électoral, la proposition du gouvernement est une négation du devoir de décolonisation vis-à-vis du peuple kanak. C'est aussi la caution et la continuation de l'injustice dont il est l'objet.

— Quels sont les grands axes de votre contre-projet par rapport aux propositions gouvernementales ?

— Le contre-projet du FI dépend d'une tout autre logique. Avant 1979, il s'est développé chez le peuple kanak la conscience de sa réalité en tant que peuple colonisé. La Constitution française le reconnaît en tant que groupe à part des nationaux français en lui octroyant un statut particulier. Le droit d'outre-mer le désigne comme ayant été le seul à être colonisé en Nouvelle-Calédonie, puisqu'il a été le seul à subir une domination, sur lui-même en tant que peuple et sur ses terres, par un peuple colonisateur. Les instances internationales de l'ONU lui reconnaissent son droit à l'indépendance et à la libre détermination. En 1979, le peuple kanak a donné à 80 % sa caution à la liste électorale du Front indépendantiste, dont l'objectif est l'indépendance kanake et socialiste, et dont les grandes orientations sont contenues dans la plate-forme minimale du Front indépendantiste. Celui-ci a obtenu l'aval du Parti communiste français (PCF) et du Parti socialiste (PS) pour l'objectif qu'il poursuit. En 1983, le gouvernement français issu de la majorité socialiste et communiste a reconnu à Nainville-les-Roches le fait colonial, donc son devoir de décolonisation vis-à-vis du peu-

ple kanak, le droit inné et actif du peuple kanak à l'indépendance, et son droit à l'autodétermination.

Fort des droits du peuple kanak et des reconnaissances dont ils ont fait l'objet, le Front indépendantiste a précisé le calendrier d'accession du pays kanak à l'indépendance et les modalités de cette accession, et les a insérés dans une proposition de loi qui a été déposée à l'Assemblée nationale et enregistrée sous le numéro 2089. Suivant celle-ci, l'indépendance doit intervenir en septembre 1985, entre-temps, une période transitoire et préparatoire à cette indépendance est nécessaire pour discuter et signer les conventions de transfert de pouvoirs et de compétences, ainsi que les contrats de plan de formation et de développement, et pour peaufiner la Constitution du pays kanak qui a déjà été élaborée.

Cette période transitoire doit prendre effet à compter du renouvellement de l'Assemblée territoriale (avant septembre prochain, ndlr.), qui sera appelée à être une Assemblée constitutive. De par son caractère, cette assemblée ne doit être composée que des véritables habitants du territoire, c'est-à-dire ceux qui n'ont pas d'autre pays ailleurs et qui se composent des Kanaks et des « victimes de l'histoire » tels que définis par le peuple kanak. Aussi, une réforme du corps électoral en ce sens doit intervenir avant les prochaines élections.

Ce sont ces positions qui seront défendues à l'Assemblée nationale, lors des discussions concernant le changement de statut de la Nouvelle-Calédonie, par le député Roch Pidjot (membre de l'Union calédonienne et du FI, ndlr.)

— Comment s'est déroulé le vote du projet gouvernemental à l'Assemblée nationale, en première lecture, et quelles conclusions en tirez-vous ?

— Dans l'hémicycle, il n'y avait ce jour-là en tout et pour tout qu'une vingtaine de députés sur les 488 que compte l'Assemblée nationale, et qui ont décidé du sort de 160 000 personnes. C'est dire le manque d'intérêt et le peu de considération dont la population de la Nouvelle-Calédonie jouit auprès de personnes qui se disent les champions de la démocratie et des droits de l'homme.

Malgré son rejet unanime par les membres de l'Assemblée territoriale de Nouvelle-Calédonie, le projet gouvernemental a été adopté par la majorité parlementaire française, et ceci à l'encontre du droit à l'autodétermination reconnu par le gouvernement au peuple kanak et du soutien accordé par le PS et le PCF à la lutte du Front indépendantiste pour l'indépendance.

Par ses déclarations concernant en particulier la mise en place d'un comité Etat-territoire, le gouvernement a dévoilé des intentions qu'il voulait cacher au peuple kanak. La coutume et le bien du peuple kanak ont fait l'objet de joutes oratoires entre l'opposition et le gouvernement visant à exposer à qui mieux mieux sa propre façon de voir et de faire le bien du peuple kanak. Le député kanak

présent dans la salle a été ignoré. Son groupe — il est apparenté socialiste — ne lui a même pas accordé un temps de parole, si minime soit-il, pour expliquer son vote final contre le projet présenté. Tous ses amendements et contre-propositions ont été rejetés parce que relevant d'une autre logique, caractérisée comme « anti-démocratique, donc anticonstitutionnelle ». Enfin, comme pour la loi-cadre de 1958, le porte-parole du Rassemblement pour la République (RPR) a déclaré que si l'alternance politique avait lieu en 1986, « ce statut ne durerait pas une semaine de plus ».

La conclusion a vite été tirée : ces débats et attitudes à l'Assemblée nationale ont mieux fait connaître les hommes qui perpétuent le fait colonial de la prise de possession de la Nouvelle-Calédonie en 1853 et qui, sous couvert de défense de la démocratie et des droits de l'homme, continuent à s'imposer à un peuple qui réclame ses droits à la liberté.

— Quelles sont les perspectives pour l'avenir immédiat ?

— Nous avons déposé une question écrite au gouvernement pour savoir si c'est vraiment la Constitution qui l'empêche de procéder à son devoir de décolonisation vis-à-vis du peuple kanak. Si tel était le cas, le peuple kanak redéfinira son attitude vis-à-vis de cette Constitution et s'organisera pour procéder lui-même à cette décolonisation qu'on lui refuse, avec toutes les conséquences que cette décolonisation unilatérale entraînera. Si ce n'est pas le cas, le gouvernement devra prendre ses responsabilités et le Front indépendantiste fera tout pour cela.

D'ores et déjà, le député kanak Roch Pidjot a quitté le groupe des apparentés socialistes et siège en tant que non-inscrit à l'Assemblée nationale, et les indépendantistes de Nouvelle-Calédonie n'apporteront pas leurs suffrages pour les élections européennes aux listes socialiste et communiste qu'ils ont soutenues jusqu'à présent (3).

Une nouvelle stratégie sera définie par le Front indépendantiste dès l'adoption en deuxième lecture du projet gouvernemental, et qui concernera surtout son attitude vis-à-vis de l'application de ce nouveau statut, des prochaines élections de l'Assemblée territoriale, et des institutions territoriales et nationales. ■

Propos recueillis par Vincent KERMEL,
Paris, 16 juin 1984.

2. A Nainville-les-Roches en juillet 1983, toutes les parties politiques du conflit colonial (le gouvernement français, les représentants du mouvement indépendantiste, et des représentants de la droite coloniale) se sont réunies pour présenter leurs positions respectives. Le gouvernement français y reconnut démagogiquement le droit du peuple kanak à l'autodétermination, pour gagner le temps lui permettant d'avancer dans la mise en place de son propre projet de statut d'autonomie interne qui bafoue ce droit.

3. Le mot d'ordre du FI a rencontré un important écho dans la population kanake. D'après les indépendantistes, le boycott de la population kanake lors du scrutin européen du 17 juin a été supérieur à 80 %.

NOUVELLES DU MOUVEMENT OUVRIER ET DE L'INTERNATIONALE

AFRIQUE DU SUD/EUROPE

Riposte faible et inégale à la tournée européenne de Botha

La tournée européenne du Premier ministre sud-africain, Pieter Botha, entreprise en mars dernier, est très significative de l'offensive impérialiste en cours dans le cadre de la redistribution des cartes diplomatiques en Afrique australe (cf. *Inprecor* numéro 173 du 14 mai 1984). Bien que dans chaque pays européen la classe dirigeante locale et la presse aient trouvé des raisons tout à fait particulières et parfois même insolites pour justifier la visite du leader raciste, le simple fait que Botha ait réalisé un tel périple européen prouve qu'il s'agit là pour les dirigeants sud-africains d'une opération de grande envergure.

Le Portugal, la Suisse, la Grande-Bretagne, la Belgique, l'Allemagne fédérale, la France, puis le Vatican ont été les différentes étapes du voyage du dirigeant raciste. A Lisbonne, c'est le Premier ministre Mario Soares, dirigeant du Parti socialiste portugais (PSP) qui devait le recevoir. Au cours d'une conférence de presse commune, ce dernier devait conclure que les entretiens qu'il avait eus avec Pieter Botha permettaient d'envisager « avec pragmatisme et réalisme » un développement « extrêmement fructueux » des relations bilatérales. Ces propos confirment le rôle réactionnaire d'un gouvernement qui a été l'un des agents les plus actifs de la préparation des négociations entre Pretoria et les dirigeants du Mozambique et d'Angola, qui débouchèrent dans la dernière période sur la signature d'accords bilatéraux. En Suisse, bien que la visite de Pieter Botha ait été qualifiée de « privée », elle donna néanmoins lieu à une rencontre avec l'actuel président de la Confédération, Léon Schlumpf, ainsi qu'à une grande réception à Zürich, réalisée sous les auspices de la grande finance helvétique. A Londres, le Premier ministre sud-africain rencontra Margaret Thatcher, et en République fédérale d'Allemagne (RFA), le chancelier Helmut Kohl. A chaque fois, ce fut l'occasion pour les dirigeants impérialistes européens de rappeler leur « conviction » qu'il est nécessaire de faire évoluer « progressivement » le système de l'apartheid. En France, l'excuse du voyage du dirigeant raciste fut aussi une farce : il s'agissait cette fois d'une visite strictement privée justifiée par la pose de la première pierre d'un musée à la mémoire des soldats sud-

africains tombés sur le territoire français durant les deux guerres mondiales. Le gouvernement accepta tout de même de se faire représenter à cette cérémonie par son ministre des Anciens combattants. Enfin, au Vatican, l'entrevue avec le Pape a elle aussi été honteusement justifiée par le fait que les audiences privées accordées aux personnalités politiques « ne signifient pas une approbation de leur politique ». Reconnaissance honteuse mais officielle du régime d'apartheid, telle est la caractéristique des réactions des dirigeants européens et du Vatican à la visite de Botha.

Car, au-delà de toutes les excuses mises en avant pour justifier l'acceptation d'une telle tournée, l'élément le plus important à retenir est l'utilisation qui est faite dorénavant dans les médias de la nouvelle Constitution sud-africaine (cf. *Inprecor* numéro 163 du 19 décembre 1983) et des accords avec l'Angola et le Mozambique pour accréditer la thèse erronée d'un changement de comportement du régime raciste aussi bien en politique intérieure qu'en politique extérieure. Tout porte donc à croire que le voyage européen de Botha n'est que le début de l'évolution de l'attitude de ces gouvernements vis-à-vis du régime raciste. Dans les années à venir, la bourgeoisie impérialiste va probablement chercher à banaliser un peu plus les rapports politiques et économiques avec l'Afrique du Sud, qui s'étaleront désormais au grand jour.

De ce point de vue, les ripostes organisées par les comités anti-apartheid et les mouvements ouvriers ont été d'inégale importance suivant les pays, mais, globalement, bien en-deçà de l'enjeu que représentait ce voyage. Ceci atteste du grand retard qui a été pris dans la dénonciation du régime raciste et le soutien au peuple opprimé d'Afrique du Sud. En Grande-Bretagne s'est néanmoins tenue une très importante manifestation de protestation réunissant près de 25 000 personnes. A Zürich et à Berne, les protestations ont été très dynamiques, mais en Belgique et au Portugal elles furent plus que modestes. En RFA, la manifestation organisée à Bonn n'a regroupé que quelques centaines de personnes à l'appel du Mouvement anti-apartheid, des Verts, des Jeunesses socialistes et des organisations d'extrême-gauche. En France enfin, s'est tenue dans la ville d'Amiens, tout près du lieu où se déroulait la cérémonie commémorative à laquelle assistait Botha, une manifestation de 500 personnes, ce qui est un succès pour une ville de province, mais il n'y eut pas de réelle riposte nationale, et la mobilisation organisée dans la capitale a finalement réuni très peu de monde.

Ces résultats modestes des mobilisations contre la visite de Botha en Europe

montrent à eux seuls le chemin qui reste à parcourir pour développer un réel mouvement de masse en solidarité avec la lutte du peuple sud-africain opprimé.

BOLIVIE

Les mobilisations après l'enlèvement du Président Suazo

L'enlèvement, en juin dernier, pendant plusieurs heures, du président bolivien Silez Suazo, qui a eu un très grand écho dans la presse internationale, a confirmé qu'il subsiste en Bolivie un courant important qui vise à renverser par un coup d'Etat le régime démocratique parlementaire instauré en octobre 1982. (Voir également *Inprecor* numéro 168 du 5 mars 1984).

Un communiqué du Parti ouvrier révolutionnaire unifié (PORU), section bolivienne de la IVe Internationale, explique les événements de la façon suivante :

« 1) *Le kidnapping du président Siles ne peut pas être considéré comme un fait isolé. Il entre dans le cadre d'un plan putschiste d'ensemble de la droite narco-fasciste (narco : trafic de narcotiques, ndlr.). Les manœuvres qui ont abouti à ce kidnapping furent précédées d'une série d'événements :*

« — dans la nuit du 23 juin, le président et les partis gouvernementaux avaient été informés que cette nuit-même un coup d'Etat aurait lieu. La réaction du gouvernement fut de prendre des mesures de sécurité pour ses membres, sans faire aucun commentaire ni alerter les travailleurs. (...)

« — une semaine avant le kidnapping, les chefs et les officiers des différents départements des forces armées avaient ordonné à tout leur personnel civil et militaire de se procurer des biens de première nécessité, parce que "quelque chose de gros" allait se passer le samedi.

« 2) German Linares, chef du groupe qui a organisé le kidnapping et commandant des "Léopards" (groupe de police spécial) était un homme de confiance du ministre de l'Intérieur, Alvarez Plata. (...)

« 3) En fait, le kidnapping du président faisait partie d'un plan de coup d'Etat préparé par des militaires impliqués dans le trafic de la drogue. (...) Il faut y ajouter des dirigeants de l'ADN de Banzer, comme Marcelo Galindo et Gonzalo Torrico, et des éléments de la FSB (Phalange socialiste bolivienne, droite fascisante, ndlr.). »

Le kidnapping du 30 juin a provoqué une riposte vigoureuse de la part des organisations syndicales. La Centrale ouvrière bolivienne (COB) a publié un communiqué condamnant la tentative de putsch et appelant à la mobilisation des travailleurs. Elle a annoncé son intention de constituer un commandement civil et militaire de « *défense de la démocratie avec la participation de la COB elle-même, de l'Union démocratique populaire (UDP) et de secteurs démocratiques des forces armées* ». Le 2 juillet, de grandes manifestations ont eu lieu dans les principales villes du pays. A La Paz, 20 000 personnes se sont rassemblées au centre de la ville. Filemon Escobar y a pris la parole au nom de la direction syndicale et saisisait l'occasion pour avancer encore une fois les revendications des travailleurs et pour faire approuver par la masse des travailleurs rassemblés la suspension temporaire du paiement de la dette extérieure décidée par le gouvernement. A Cochabamba, le dirigeant local, Sabino Rodriguez, était encore plus explicite : les mobilisations des travailleurs n'impliquent selon lui aucun appui au gouvernement, dont la politique économique doit être condamnée. Leur but est la défense du « *processus démocratique* ».

En fait, la COB, qui avait suspendu son ordre de grève générale au moment de l'enlèvement, a repris sa lutte pour les revendications des travailleurs cinq jours après la tentative de coup d'Etat, en proclamant une grève générale à durée indéterminée. C'était une épreuve de force importante. Mais le gouvernement ne pouvait pas se permettre d'aller jusqu'au bout, et la COB non plus. En effet, la grève n'a été que partiellement suivie et avec peu d'enthousiasme. En l'absence d'une véritable alternative politique d'ensemble, une certaine usure s'était en effet produite.

Dans ces conditions, la grève s'est achevée par un compromis. Le gouvernement confirme sa décision de suspendre le paiement des dettes envers les banques privées internationales. Il s'engage à faire appliquer des augmentations de salaires de l'ordre de 130 % rétrospectivement à partir d'avril (alors que l'inflation est de l'ordre de 400 % environ) et de rétablir, à partir du mois d'août, le système de réajustement périodique des salaires par rapport aux prix, dont l'application avait été suspendue (il ne s'agit pas d'un véritable système d'échelle mobile, contrairement à ce qu'ont écrit certains journaux). Des réductions du prix payé par l'Etat bolivien pour le pétrole fourni par les compagnies impérialistes Tesoro et Occidental auraient été programmées, mais aucune

décision n'a été prise au moment où nous écrivons cette note. Finalement, les entreprises d'Etat auront droit d'utiliser jusqu'à 30 % des revenus de leurs exportations pour acheter directement des biens de consommation et des matières premières à l'étranger. ■

YUGOSLAVIE

Faire la vérité sur la mort de Radomir Radovic

La déclaration, dont nous publions ci-dessous des extraits, a été signée par plusieurs personnalités. Elle dénonce la vague de répression qui sévit depuis des mois en Yougoslavie, et dont la brutalité a eu parfois des effets meurtriers, comme dans le cas de Radomir Radovic, retrouvé « suicidé » après avoir été arrêté et brutalisé par la police. Nous publions également ci-après les propositions faites par Radovic, en 1982, lors du 9e congrès de l'Union des syndicats yougoslaves.

Si les personnes emprisonnées ont été pour l'instant remises en liberté, il faut vivement dénoncer la récente condamnation de Vojislav Seselj à 8 ans de prison ferme. (Sur ces arrestations et la mort de Radovic, voir Inprecor numéro 176 du 25 juin 1984.)

Nous sommes inquiets des récentes vagues d'arrestations et d'interpellations notamment déployées contre les cercles intellectuels de Belgrade : la descente de police le 20 avril dernier, dans un appartement où se déroulait une discussion en présence de Milovan Djilas ; l'interpellation de tous les participants à cette réunion des « universités volantes », puis les arrestations de trois d'entre eux alors qu'il ne leur est reproché rien d'autre que leurs idées, sont des mesures d'intimidation bafouant les droits d'information, d'opinion et de débat. Cinq parmi les personnes interpellées ont dénoncé les violences policières qu'elles ont subies au point que l'une d'elles, Jovica Mihajlovic, tenta de se suicider et, remise en liberté, a décidé de porter plainte contre son tortionnaire. La mort d'un autre participant à cette réunion, Radomir Radovic, après qu'il ait subi plusieurs interrogatoires, est considérée par son entourage et par de nombreuses personnalités de renom comme suspecte. (...)

Nous nous joignons à leurs protestations contre de telles brutalités et demandons que la clarté la plus totale soit faite sur le décès de ce technicien, connu pour être un syndicaliste, défenseur des droits autogestionnaires des travailleurs et de l'égalité socialiste. (...)

Simone de Beauvoir, Jeanne Brunschwig, Jean-Pierre Faye, Daniel Guérin, Me. Claude Katz, Alain Krivine, Hélène Parmelin, Gilles Perrault, Edouard Pignon, Jean-Yves Potel, Laurent Schwartz, Jacques Valier, Jean-Marie Vincent. ■

Utilisant mon droit statutaire de membre de l'Union des syndicats yougoslaves, je propose au 9e congrès d'adopter les mesures et les initiatives suivantes :

1) L'organisation des syndicats sur la base de l'adhésion volontaire, en tant qu'organisations libres, indépendantes des autres organes de pouvoir, en tant qu'organisations des producteurs de richesse matérielle et intellectuelle ; la légalisation des grèves comme instruments suprêmes des travailleurs en lutte contre l'exploitation et l'humiliation.

2) Le lancement d'une puissante campagne contre le monopole du pouvoir par la bureaucratie, en vue de limiter l'appareil administratif sur la base de ses fonctions utiles au service de la société.

3) La punition des structures et des personnes qui, par leur activité politique et pratique, ont mené les syndicats yougoslaves à la crise actuelle, et l'application complète des sanctions morales, politiques, matérielles et pénales adéquates.

4) Le développement d'une analyse approfondie, au moyen d'une méthode critique et scientifique, des causes de la bureaucratisation et de la crise actuelle ; l'élaboration d'un programme stratégique visant au développement des syndicats yougoslaves sur la base de la propriété sociale et à une véritable auto-détermination des producteurs de richesse matérielle et intellectuelle.

5) Donner un sens réel au contrôle syndical et au contrôle ouvrier par l'organisation de la société sur la base des conseils ouvriers à tous les niveaux. Au sommet, le Conseil des travailleurs yougoslaves devrait être l'organe suprême du pouvoir.

6) Assurer la publicité du travail de toutes les structures ; garantir leurs conditions de travail ; assurer une liberté de la presse totale et un dialogue permanent avec la société, comme seules garanties et seules protections contre une nouvelle bureaucratization des syndicats.

7) Annuler toute forme de privilège à tous les niveaux de la société.

8) Confiscation de toute la surface habitable excédentaire et distribution des logements ainsi obtenus à l'armée des sans-abris ; nationalisation de toute propriété privée acquise aux frais de la société.

9) Emettre une protestation à l'égard des juntes militaires de Pologne et de Turquie et contre le non-respect des droits de l'homme et des droits syndicaux en Europe.

Afin de trouver une issue à la profonde crise sociale et économique actuelle, j'estime qu'il est absolument nécessaire d'appliquer les mesures exposées ci-dessus.

Radomir Radovic,
Belgrade, 27 octobre 1982.

RECTIFICATIF

Dans l'article sur les élections européennes, paru dans notre numéro 177, page 4, colonne 2, il faut lire : « A l'époque de l' "unité nationale", en 1976-1978 », au lieu de « A l'époque de l' "unité nationale", en 1979 ».

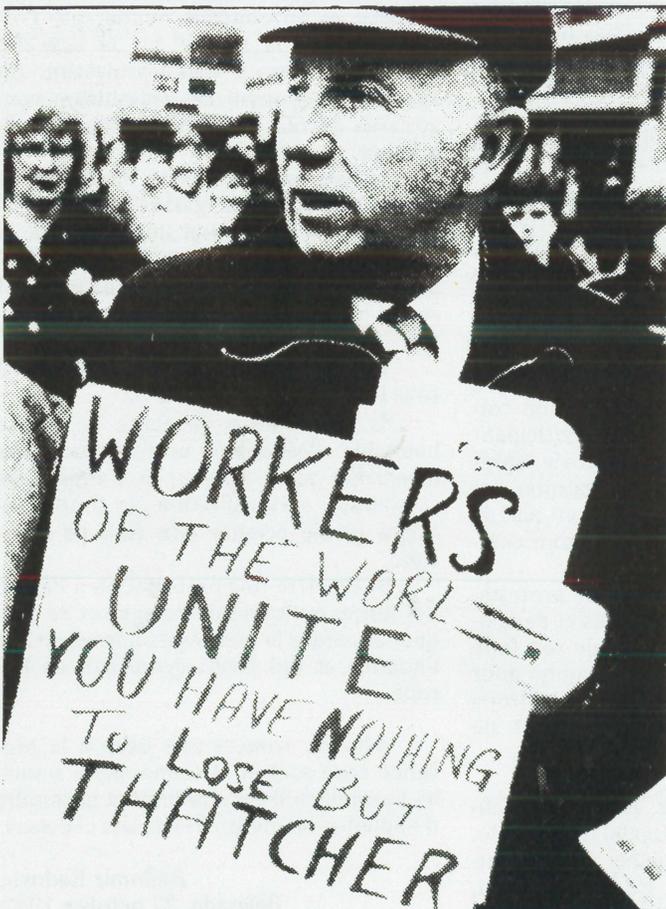
Les mineurs de "Solidarność" soutiennent les mineurs britanniques en grève !

● Un exemple éclatant de solidarité internationaliste

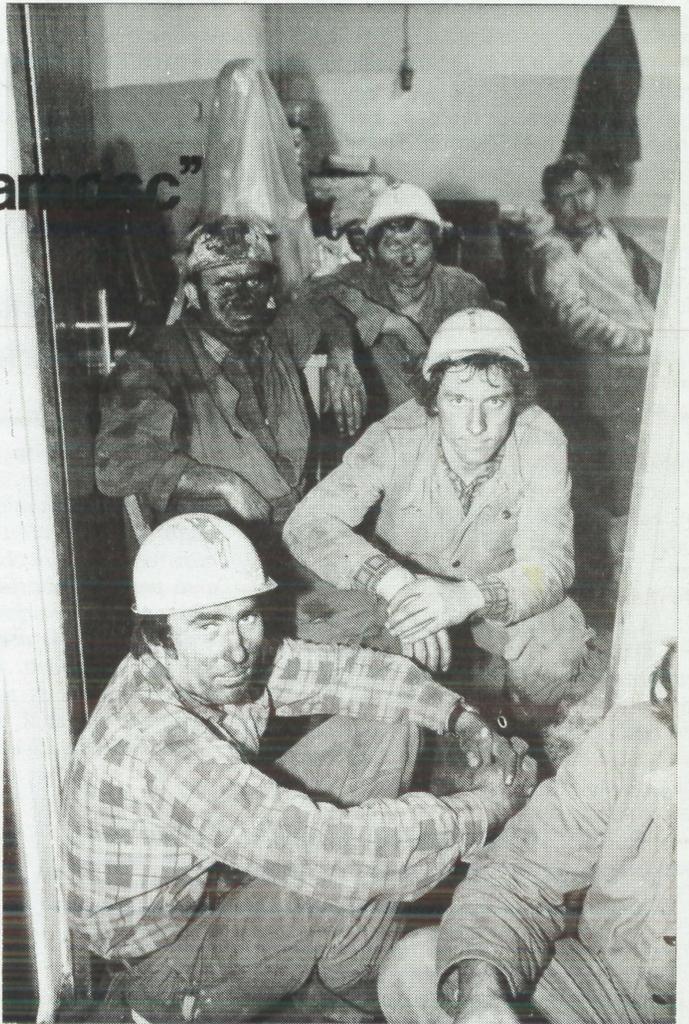
LE 17 juin, la radio clandestine *Zwyciezmy* (Nous vaincrons) a émis pour la troisième fois. Cette radio présente le point de vue de la Commission provisoire des mines (TKKG) du syndicat Solidarité de haute Silésie, la principale région minière du pays. Durant cette émission d'une durée de 8 minutes, la politique de commercialisation du charbon par le régime de Jaruzelski a été critiquée, et un message de solidarité avec les mineurs britanniques en grève a été lu (la Grande-Bretagne est un acheteur important de charbon polonais).

Nous présentons ci-dessous le texte de cette partie de l'émission, paru dans *Labour Focus* (vol. 7, numéro 2, Londres, été 1984).

« La TKKG du syndicat Solidarité, qui agit dans la clandestinité, proteste vigoureusement contre l'actuelle politique du gouvernement en ce qui concerne la disposition de notre plus grande richesse, le charbon. La conquête des marchés étrangers, grâce à la pratique des prix concurrentiels, c'est-à-dire des prix inférieurs à ceux du marché mondial, c'est :



« Travailleurs de tous les pays, unissez-vous ! Vous n'avez à perdre que Thatcher ! » (DR)



Mineurs en grève du bassin houiller de haute Silésie (Pologne) en 1980. (DR)

« Premièrement, une remise en cause des accords de Jastrzebie, où il a été dit clairement que le charbon constitue une richesse nationale et qu'on devrait l'exploiter de manière rationnelle. Avec de tels prix de vente, tout investissement dans l'extraction du charbon ne peut que renforcer le déficit de l'économie nationale.

« Deuxièmement, la politique du gouvernement est en contradiction avec les positions proclamées officiellement, où il est question du respect de la dignité du métier et de l'effort du mineur.

« Troisièmement, le commerce du charbon se fait sans contrôle social. Le gouvernement n'est pas le propriétaire des mines, donc il ne doit pas disposer librement de cette richesse nationale. Il n'y a que les "mauvais" capitalistes et les dictateurs qui se conduisent ainsi.

« Quatrièmement, cette politique du gouvernement menace les intérêts élémentaires de nos frères mineurs d'autres pays, en les privant de travail.

« Nous espérons que les autorités du Parti et la Diète soi-disant "populaire" s'expliquent devant leur peuple sur ce qu'il en est.

« Aux mineurs de Grande-Bretagne en grève : la TKKG du syndicat Solidarité dans la clandestinité vous transmet le salut fraternel et l'expression de soutien et de solidarité avec votre lutte pour le droit au travail. Nous savons de notre propre expérience ce que signifie rester sans travail, c'est pourquoi nous ferons tout notre possible pour soutenir votre initiative, y compris dans l'action. La protestation envoyée au gouvernement et à la Diète est un premier pas pour soutenir votre lutte. »

Le matériel technique pour *Radio Zwyciezmy* a été offert au syndicat Solidarité des mineurs de haute Silésie par des comités européens de solidarité avec Solidarité, comme fruit de collectes réalisées auprès de travailleurs et de syndicats. ■